



NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY  
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN



GRUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT (GSM)

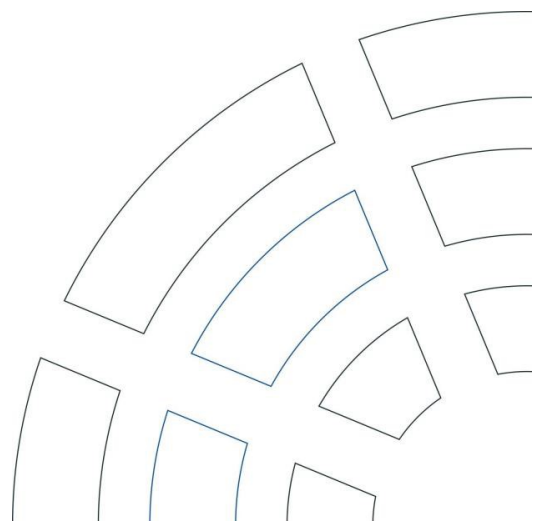
AVANT-PROJET

# MUTATIONS GÉOPOLITIQUES EN IRAN ET DANS LE GOLFE

Avant-projet de rapport  
Theo FRANCKEN (Belgique)  
Rapporteur

036 GSM 23 F – Original : anglais – 22 mars 2023

*Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative, qui est institutionnellement distincte de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres du GSM, le présent document de travail représente exclusivement le point de vue de son rapporteur. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.*



Les réserves énergétiques, les prodigieuses richesses et la situation stratégique – entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique – des États du Golfe, sans oublier les relations que ceux-ci entretiennent avec l'Iran, sont autant de facteurs justifiant l'intérêt géostratégique que conserve cette région pour les pays de l'OTAN. Les ambitions nucléaires du régime iranien et le caractère offensif de sa posture militaire alimentent les tensions, tandis que son aide directe à la Russie dans la guerre de cette dernière contre l'Ukraine vient souligner encore la menace qu'il fait planer sur la sécurité euro-atlantique. Les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) exercent leur influence dans tout le Moyen-Orient par les canaux diplomatiques officiels, certes, mais aussi *via* des réseaux de nature confessionnelle ou autre. Pour sa part, la République islamique d'Iran (RII) poursuit des objectifs d'une portée plus ample en soutenant efficacement les milices qui opèrent dans la région et les filières terroristes qui infiltrent l'Europe. Par ailleurs, la Russie et la Chine sont de plus en plus actives dans le Golfe, où elles nouent des relations avec les monarchies pétrolières et l'Iran dans le but, notamment, de nuire à l'image des pays occidentaux.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a remodelé les rapports entre l'Ouest et le Golfe dans le domaine de l'énergie, puisqu'elle donne un poids relatif accru au Moyen-Orient et, plus spécialement, aux membres du CCG. Si le maintien de forces armées européennes et nord-américaines peut, dans une certaine mesure, rassurer les pays de la région, le paysage stratégique évolue de manière surprenante ce qui, pour les gouvernements occidentaux, provoque autant de dilemmes stratégiques que d'opportunités diplomatiques : apaisement des tensions de longue date entre le Qatar et d'autres membres du CCG, normalisation des relations entre Israël et plusieurs États de la région – comme l'attestent les accords d'Abraham – ou rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite grâce à la médiation de la Chine.

Des changements apparaissent aussi sur la scène intérieure. Depuis septembre 2022, les autorités iraniennes sont aux prises avec un soulèvement de la population. Face au régime et à l'application brutale de la charia, une colère légitime monte. Le mécontentement provoqué par la situation économique, l'absence de liberté politique et l'incompétence notoire du gouvernement se sont conjugués pour donner naissance à un mouvement de contestation qui a galvanisé la société iranienne et qui mérite un appui et une solidarité sans réserve de la part des Occidentaux.

Dans ses conclusions, le rapporteur invite les gouvernements et les citoyens des pays alliés à réfléchir aux moyens susceptibles de permettre aux forces démocratiques iraniennes de se faire entendre et de concrétiser leurs aspirations. Il conviendrait que le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) soit rangé dans la catégorie des organisations terroristes, que les ressortissants étrangers arbitrairement détenus soient libérés et qu'un nouveau consensus se forme autour d'une méthode élaborée collectivement pour mettre un terme au programme nucléaire militaire de la RII. Si le régime venait à se doter de l'arme nucléaire, il risquerait de menacer la stabilité régionale et de déclencher une dynamique de prolifération qui exposerait autant cette partie du monde que les pays alliés à des périls encore plus grands. Ces derniers doivent en outre se rapprocher encore de leurs partenaires du Golfe pour défendre des intérêts stratégiques fondamentaux et promouvoir des valeurs aussi importantes que la sécurité humaine ou la prospérité.

I-	INTRODUCTION .....	1
II-	LE DÉFI IRANIEN.....	2
A.	PARTICIPATION DE L'IRAN À LA GUERRE RUSSE EN UKRAINE .....	3
B.	LE PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN ET LE JCPOA.....	5
C.	LE SOULÈVEMENT POPULAIRE IRANIEN DE 2022 .....	6
III-	LE GOLFE : UN PAYSAGE GÉOPOLITIQUE EN MUTATION .....	7
A.	LES ACCORDS D'ABRAHAM ET LES RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS DU GOLFE ET LA SYRIE .....	8
B.	LES RETOMBÉES DE LA GUERRE RUSSE EN UKRAINE.....	9
C.	VISION D'UNE RÉGION MULTIPOLAIRE ET LIENS DES ÉTATS DU GOLFE AVEC LA CHINE ET LA RUSSIE.....	11
IV-	REGARDS EUROPÉENS SUR LE GOLFE .....	15
V-	LE GOLFE ET L'INITIATIVE DE COOPÉRATION D'ISTANBUL.....	17
VI-	CONCLUSIONS.....	19
	BIBLIOGRAPHIE .....	22

## I- INTRODUCTION

1. L'idée de se désengager du Golfe fait périodiquement surface dans les cercles de réflexion occidentaux pour être aussitôt qualifiée de vœu pieux et écartée. Les motifs incitant à un tel changement de cap stratégique méritent d'être examinés, quand bien même d'aucuns pourraient les juger insuffisamment convaincants. Par exemple, deux raisons sous-tendaient les appels d'une frange de la communauté stratégique américaine à opérer un pivot stratégique vers l'Asie : les inquiétudes suscitées par la montée en puissance d'une Chine soucieuse de s'affirmer davantage et la nécessité d'allouer des ressources à la mise en place d'un dispositif de dissuasion effectif en Asie orientale. Concrètement, cela requerrait le transfert de moyens militaires et diplomatiques en provenance de régions revêtant pour Washington une importance stratégique moindre que le Pacifique, où cette rivalité naissante avec la Chine est le plus susceptible de se manifester. Certains avaient en outre le sentiment que les arguments traditionnellement avancés pour justifier un engagement états-unien massif dans la région du Golfe commençaient à perdre de leur pertinence, sentiment conforté par un essor spectaculaire de la production énergétique américaine lié à la fracturation hydraulique, ce qui a permis aux États-Unis de réduire ses importations de pétrole (Ryan, 26 janvier 2023). À son tour, ce phénomène a poussé certains analystes à revoir à la baisse l'importance stratégique de ladite région. Qui plus est, le caractère non démocratique des régimes en place le long de l'un et l'autre littoraux, la présence de factions religieuses extrémistes et la nature houleuse des relations avec les gouvernements de quelques-uns des pays de la région faisaient redouter une éventuelle intervention.

2. Au contraire, l'Europe est relativement plus dépendante de ses échanges avec le Golfe que ne le sont les États-Unis et, pour des raisons tenant tout simplement à sa plus grande proximité géographique, les événements qui se produisent là-bas n'ont pas forcément sur elle les mêmes répercussions que sur ses alliés nord-américains. Il n'est pas anodin, à cet égard, de signaler que l'Europe continentale se trouve effectivement à portée des missiles iraniens. De surcroît, les migrants et les réfugiés en provenance du Golfe échouent fréquemment sur les rivages européens. Toutefois, la région offre aussi un certain nombre de possibilités à l'Europe : les États du CCG forment le sixième marché d'exportation de l'Union européenne et sont pour les membres de cette dernière une source et une destination non négligeables d'investissements. L'UE est, derrière la Chine, le deuxième partenaire commercial des États du Golfe avec 12,3 % de leurs échanges totaux. Elle était en 2020 le quatrième partenaire à l'exportation du CCG et est actuellement son premier partenaire à l'importation. En 2020 toujours, le commerce de marchandises entre l'UE et les États du Golfe a atteint 97,1 milliards de dollars (Commission européenne, DG Commerce, région du Golfe).

3. En fait, le caractère problématique de la région, les menaces et le potentiel qui lui sont inhérents sont autant de facteurs qui justifient l'intérêt des pays alliés pour une zone aussi proche de l'espace transatlantique, une zone dont l'importance stratégique découle de l'énergie qu'elle produit et des richesses qu'elle engendre, mais aussi des divisions et des conflits qui menacent sa stabilité et qui ont des conséquences pour la région MOAN dans son ensemble. Autrement dit, ne pas s'intéresser à ce qui s'y passe nuirait à la sécurité alliée. Le Golfe joue un rôle prédominant dans l'économie mondiale et abonde de dangers, parmi lesquels, et non des moindres, l'existence d'un régime iranien instable et revancharde animé d'ambitions hégémoniques et apparemment déterminé à mettre au point, voire à acquérir des armes nucléaires. La RII et l'Arabie saoudite se livrent par ailleurs au Yémen à une guerre par procuration aux conséquences dévastatrices pour la population de ce pays assiégé. Il est arrivé que ce conflit déborde les frontières, déclenchant ainsi un signal d'alarme dans les capitales alliées.

4. Tant l'Iran que les membres du CCG exercent leur influence dans tout le Moyen-Orient par les canaux diplomatiques officiels, certes, mais aussi de manière informelle, *via* des réseaux de nature confessionnelle ou autre. L'évolution de la situation dans la région peut donc déboucher – et débouche effectivement – sur des tendances plus générales. Ce n'est pas un hasard si Moscou et

Pékin se montrent de plus en plus actifs dans le Golfe et s'ils cherchent à traiter à la fois avec le CCG et avec les autorités iraniennes dans l'espoir, entre autres, de nuire au crédit dont jouissent les pays occidentaux, et alors même que la Russie est impliquée dans une guerre sur le territoire européen et qu'elle sollicite de différentes façons l'aide de Téhéran et des États du Golfe. Ce fait, plus que d'autres de mémoire récente, montre bien le problème que la région pose pour la sécurité alliée. Les menaces tant locales que stratégiques qui émanent du Golfe sont très variées ; elles se répercutent diversement sur les membres de l'OTAN et il est par conséquent particulièrement ardu d'y faire face d'une manière parfaitement homogène. Aussi n'est-il pas étonnant que l'approche de l'Organisation vis-à-vis de la région soit typiquement empreinte de prudence : voilà qui atteste, d'une part, la difficulté de parvenir à un consensus allié autour de certains des problèmes qui accablent le Golfe et, d'autre part, le fait que les pays de la région eux-mêmes ont au sujet de l'OTAN des approches différentes et des attentes divergentes. Les partenariats de défense avec les États du Golfe sont fructueux et se révèlent parfois d'une importance critique, comme on a pu le voir pendant le conflit libyen, lorsque le Qatar et les Émirats arabes unis (EAU) ont apporté un soutien aérien aux forces de l'OTAN engagées dans l'opération *United Protector*. Cependant, ces partenariats ont généralement une portée et des objectifs limités.

5. Malgré le caractère structurel des rivalités qui façonnent le paysage géostratégique du Golfe, la diplomatie régionale ne stagne pas, loin de là. De fait, des changements aussi profonds que surprenants se profilent ; ils créent pour les gouvernements occidentaux de nouvelles possibilités, mais aussi de nouvelles difficultés diplomatiques et stratégiques. Citons l'accord d'al-Ula de 2021, qui a contribué à apaiser les tensions qui perduraient entre le Qatar et d'autres membres du CCG, la normalisation des relations entre Israël et plusieurs pays de la région grâce au accords d'Abraham (Cause, 2022), les prémices de la révolte contre les autorités religieuses iraniennes qui tiennent le pays sous leur coupe depuis 1979, ou encore la guerre déclenchée par Moscou contre l'Ukraine, qui a des conséquences profondes et préoccupantes pour les marchés mondiaux du pétrole et du gaz. En fournissant des armes à la Russie, le gouvernement iranien est désormais partie prenante à ce conflit.

## II- LE DÉFI IRANIEN

6. Le Golfe conserve son importance en raison de ses gisements de pétrole et de gaz, de ses prodigieuses richesses et de sa situation stratégique – entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique –, certes, mais aussi à cause de la nécessité de mettre un frein aux ambitions de la RII, qui se montre ouvertement hostile aux intérêts occidentaux depuis la révolution de 1979. La stratégie militaire offensive et les projets nucléaires des autorités iraniennes alimentent l'instabilité dans la région ; d'autre part, le soutien direct qu'elles apportent à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine souligne encore le problème qu'elles posent pour la sécurité euro-atlantique. Enfin, l'exercice de représailles brutales contre la société civile met en relief non seulement la nature éminemment répressive du régime théocratique de Téhéran, mais son illégitimité grandissante aux yeux du peuple iranien.

7. Par l'escalade qu'elle a déclenchée dans son conflit avec l'Ukraine, la Russie est devenue un État paria vis-à-vis des pays alliés en même temps qu'un fournisseur d'énergie excessivement problématique. Les sanctions décrétées contre elle et l'effort collectif consenti par les Alliés pour refuser ses exportations de pétrole ont conféré une importance accrue aux États du Golfe en tant que fournisseurs pétroliers et gaziers de substitution. Les dirigeants iraniens considèrent toujours les États-Unis et Israël comme leurs pires ennemis et cherchent à prendre l'avantage sur eux par le biais de leurs programmes de missiles et de la recherche nucléaire, mais aussi par le soutien qu'ils apportent au Hezbollah libanais, au Hamas de Gaza, aux Houthis du Yémen et à d'autres acteurs non étatiques, dont des éléments des communautés chiites de la région désireuses de contester l'autorité des monarchies du Golfe. Ces dernières considèrent, pour leur part, que Téhéran menace

l'existence même de leur propre régime. Quant au gouvernement israélien, il voit dans les capacités militaires des Iraniens, dans la politique agressive qu'ils appliquent à travers tout le Moyen-Orient – y compris en fournissant une assistance militaire au Hamas et au Hezbollah –, dans leurs ambitions nucléaires et dans leur refus déclaré de reconnaître le droit à l'existence d'Israël le plus grand danger existentiel auquel il n'ait jamais été confronté.

8. Les pays alliés continuent à penser que la sauvegarde durable de leurs intérêts passe par la stabilité du Golfe et estiment que le régime iranien menace directement les intérêts en question. Cela ne signifie pas nécessairement qu'ils aient élaboré une stratégie commune au vu des complexités de la région, comme l'ont montré le retrait des États-Unis du Plan d'action global conjoint (JCPOA) – autrement dit, l'accord sur le programme nucléaire de l'Iran – et les vives inquiétudes que cette décision a inspirées à bon nombre de gouvernements européens. Cependant, les ambitions nucléaires que nourrit la RII, l'assistance militaire qu'elle fournit à la Russie, les alliances qu'elle noue avec les mouvements extrémistes de toute la région et la répression de plus en plus brutale qu'elle exerce sur sa population ont fini par clarifier la menace aux yeux des Alliés européens et nord-américains et par les amener à s'accorder à nouveau sur la nature de ladite menace, sinon sur le choix de la meilleure parade à lui opposer.

9. En décidant de se retirer du JCPOA et de classer le Corps des gardiens de la révolution islamique dans la catégorie des « organisations terroristes étrangères », l'administration Trump a mis l'accord sur le programme nucléaire en mauvaise posture (Harb, 13 mai 2022). Bien que, dans un premier temps, elle se soit intéressée à un éventuel retour au JCPOA, l'administration Biden a désormais suspendu tous travaux dans ce sens. Les Alliés européens et les États membres de l'UE ont été contraints, eux aussi, de revoir leurs attentes à la baisse en ce qui concerne leurs relations avec Téhéran. Au vu de l'attitude du régime, qui réprime brutalement la contestation populaire et qui aide la Russie dans sa guerre illégale et injustifiée contre l'Ukraine, le Parlement européen a adopté cette année une résolution condamnant fermement le comportement de l'Iran et demandant à l'UE d'adapter sa position à l'égard de ce pays. Dans la même résolution, il demandait aussi à l'Union de prendre des sanctions contre les hauts dignitaires iraniens et qualifiait la milice paramilitaire Bassidj et la Force al-Qods d'organisations « terroristes ». Il convient pourtant de noter qu'au cours de la même semaine, il s'était prononcé pour une application intégrale du JCPOA. De fait, nombreux sont ceux qui, en Europe, continuent à penser que ce plan – sous sa forme actuelle ou dans une version similaire – constitue le moyen le plus efficace de limiter les ambitions nucléaires de la RII, même si la conjoncture ne se prête absolument pas à une reprise des pourparlers (Motamedi, 21 janvier 2022).

## **A. PARTICIPATION DE L'IRAN À LA GUERRE RUSSE EN UKRAINE**

10. Le soutien direct que l'Iran apporte à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine a conduit les Européens à une nouvelle réflexion sur le régime de Téhéran, le péril qu'il représente pour leur sécurité et les mesures à prendre pour l'endiguer. Conséquence de la décision des autorités iraniennes de livrer à la Russie des *Shahed 136* (des drones kamikazes) qui servent à terroriser les habitants des villes ukrainiennes et à détruire des infrastructures civiles d'importance vitale, la menace iranienne pour la paix et l'harmonie sociale de l'Europe est devenue prégnante et bien réelle. Qui plus est, la RII a envoyé en Crimée des unités militaires chargées d'assister les Russes dans le déploiement de ces armes. Sa participation directe à des attaques terroristes commises par Moscou sur le territoire européen a donné lieu à un sérieux questionnement quant aux avantages potentiels d'éventuelles tractations avec le régime iranien (Gramer, 5 janvier 2023).

11. Leur mépris commun pour l'ordre international fondé sur des règles et leur statut de paria ont rapproché les régimes iranien et russe. Selon le directeur de la CIA (*Central Intelligence Agency*), William J. Burns, « un partenariat de défense en bonne et due forme [se fait jour] entre la Russie et l'Iran (...) et les Iraniens livrent aux Russes des drones qui tuent des civils ukrainiens en ce moment même, tandis que les Russes commencent à réfléchir à la façon dont ils pourraient apporter une

aide technologique ou technique aux Iraniens » (Pollak, 2022). Ces échanges concernent directement l'OTAN, dont le secrétaire général, Jens Stoltenberg, a récemment lancé une mise en garde lors d'une réunion des ministres de la défense des pays alliés à Bucarest : « Nous disons très clairement qu'aucun pays ne devrait soutenir la guerre illégale menée par la Russie ; par conséquent, ni l'Iran ni aucun autre pays ne devrait livrer aux Russes des missiles, des drones ou quoi que ce soit qui puisse les aider à poursuivre leur brutale agression contre l'Ukraine » (Harkov, 29 novembre 2022).

12. Dans le Golfe, beaucoup redoutent que ces échanges ne viennent accroître les capacités militaires iraniennes et compromettre ainsi l'équilibre des forces déjà fragile qui s'est instauré dans cette partie du monde et, plus généralement, dans tout le Moyen-Orient. Notamment, des responsables états-uniens ont laissé entendre que ce début de partenariat de défense entre Téhéran et Moscou pourrait se solder par l'apparition dans la région de ces chasseurs révolutionnaires de fabrication russe que sont les *Su-35* ou de systèmes de défense aérienne perfectionnés comme le *S-400* (Gramer, 2023). La coopération grandissante qui s'installe entre la Russie et la RII lance un défi à l'ordre sécuritaire européen ainsi qu'au Moyen-Orient qui préoccupe de plus en plus et les pays alliés et les États du Golfe.

13. Jusqu'ici, les dirigeants russes se sont abstenus d'acquérir des missiles balistiques auprès de l'Iran : ils craignent, en alignant ce genre d'engins, d'inciter les partenaires occidentaux de l'Ukraine à doter celle-ci de munitions similaires et redoutent tout particulièrement que, face au déploiement de missiles balistiques de conception iranienne, les États-Unis ne se sentent autorisés à fournir à Kiev des missiles tactiques des forces terrestres (ATACMS) dont la portée – 300 km – leur permettrait d'atteindre le territoire russe. Les portées respectives des missiles balistiques iraniens *Fateh 313* et *Zolfaghar* sont de 500 et 700 km. Les responsables américains et européens ont averti les autorités de Téhéran des graves conséquences à prévoir si elles vendaient ces types de missiles à la Russie. Mais il se trouve que les dirigeants iraniens font déjà l'objet de lourdes sanctions et que les moyens de pression à la disposition des pays occidentaux sont donc limités. Pour eux, la Russie est l'un des rares pays au monde avec lesquels ils ont la possibilité de commercer ; or il se trouve qu'elle est très demandeuse de matériels susceptibles de rééquiper des forces armées mises à contribution au-delà de leurs capacités. Par ailleurs, elle se préoccupe beaucoup, apparemment, de la baisse de ses propres stocks de missiles guidés et de munitions d'artillerie. Les forces armées iraniennes disposent du plus grand arsenal de missiles balistiques du Moyen-Orient, un arsenal que les responsables américains décrivent comme étant de plus en plus précis et perfectionné. Acculé de toutes parts, le Kremlin pourrait s'imaginer n'avoir d'autre choix que de resserrer ses liens militaires directs avec Téhéran, d'autant que, jusqu'ici, la Chine rechigne à lui vendre des armes perfectionnées qu'il utiliserait en Ukraine (Rathbone *et al.*, 6 mars 2023).

14. Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne affirment que la vente par la RII de drones que la Russie utilise contre l'Ukraine contrevient à la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, épine dorsale du JCPOA. Cette assertion, combinée à l'impasse diplomatique actuelle autour de la réactivation de l'accord nucléaire de 2015, a conduit certains responsables à suggérer l'application de la disposition qui rétablirait automatiquement l'ensemble des sanctions décrétées par l'ONU contre l'Iran et qui, en substance, mettrait un terme définitif au JCPOA. L'isolement économique et diplomatique de Téhéran s'en trouverait encore aggravé, mais il apparaît de plus en plus clairement que les dirigeants iraniens n'en ont cure (Rome *et al.*, 25 octobre 2022). De fait, des détecteurs atomiques internationaux installés en Iran ont découvert de l'uranium enrichi à 84 % de pureté, un pourcentage tout juste inférieur à celui d'uranium de qualité militaire. Il se pourrait que cette provocation manifeste soit un coup d'essai destiné à ouvrir la voie à la production d'uranium de qualité militaire lorsque les autorités iraniennes le jugeraient bon. Par la même occasion, celles-ci ont ainsi mis à l'épreuve la détermination de la communauté internationale. Précédemment, elles avaient déclaré à l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) que la configuration de leurs centrifugeuses ne permettait que la production d'uranium enrichi à 60 % de pureté, soit un chiffre qui correspond à une utilisation civile normale (Tirone, 19 février 2023).

## B. LE PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN ET LE JCPOA

15. Périodiquement, les pays occidentaux tentent de renverser la tendance au conflit permanent avec l'Iran mais ils ne sont pas encore parvenus à procéder aux changements requis pour éliminer les tensions sous-jacentes. Indépendamment de la myriade d'obstacles pratiques qui rendent une telle réconciliation extraordinairement difficile, le problème fondamental reste la nature du régime iranien. Le plus important des gestes posés dans ce sens, la signature du JCPOA, visait à contenir les efforts déployés par Téhéran pour se doter de moyens militaires nucléaires. Compte tenu du retrait américain de l'accord et du comportement observé depuis lors par la RII, la réactivation du JCPOA, même dans une version modifiée, est devenue extrêmement improbable.

16. L'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que l'Allemagne (P5 + 1) et l'Union européenne, ont signé le JCPOA en juin 2015. Il s'agissait avant tout de réduire de 97 % les stocks iraniens d'uranium faiblement enrichi pendant 15 ans et d'écarter ainsi le pays du seuil fixé pour la possession d'armes nucléaires. En vertu de l'accord, l'Iran était tenu d'entreposer deux tiers des centrifugeuses nécessaires à l'enrichissement de combustible nucléaire ; il lui était aussi interdit pendant 15 ans de retraiter du combustible nucléaire usé et d'acquérir des réacteurs à eau lourde. Qui plus est, la RII souscrivait au protocole additionnel du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui prévoyait une surveillance et une vérification continues, l'objectif étant de s'assurer que Téhéran se conformait à l'obligation de respecter les dispositions dudit traité. L'AIEA se voyait accorder le contrôle de la chaîne d'approvisionnement nucléaire iranienne et le droit d'accéder à tout moment aux installations nucléaires déclarées, y compris celles de Fordo et de Natanz. Par ailleurs, le nombre des inspecteurs affectés à ces tâches était triplé. L'accord précisait que l'Iran s'exposait à des sanctions s'il ne respectait pas les dispositions du TNP.

17. Un objectif primordial de la communauté internationale était de porter de deux mois à un an le délai dont l'Iran aurait besoin pour fabriquer une bombe nucléaire. En échange, les autorités iraniennes demandaient la levée des sanctions internationales, à l'origine de la détérioration de l'économie du pays, et le déblocage d'avoirs gelés d'un montant estimé à 100 milliards de dollars. Si les dispositions de l'accord étaient scrupuleusement respectées pendant huit ans, l'UE annulerait les sanctions visant les entreprises, les personnes et les institutions iraniennes et, de leur côté, les États-Unis mettraient un terme aux sanctions secondaires dirigées contre les sociétés commerçant avec Téhéran. Toutefois, le JCPOA ne faisait aucune référence aux sanctions américaines liées aux droits humains, aux programmes de missiles et au terrorisme. En revanche, il comportait une clause prévoyant le rétablissement automatique des sanctions « P 5 + 1 » en cas de contravention à quelque disposition que ce soit. Par ailleurs, la résolution 2231 permettait la reprise des sanctions décrétées par l'ONU contre le régime iranien dans l'éventualité d'un « non-respect notable » des engagements inscrits dans le JCPOA. Celui-ci ne définit pas avec précision en quoi consiste un « non-respect notable », mais il laisse entendre que seules les violations de l'accord nucléaire proprement dit peuvent entraîner l'application de la clause du rétablissement automatique des sanctions. Les interdictions d'ordre technique touchant l'exportation d'armes telles que les drones récemment livrés à la Russie ne pourraient justifier une telle mesure. La résolution demande qu'en cas de désaccord, les parties recourent au mécanisme de règlement des conflits avant de demander le rétablissement automatique des sanctions. Si la clause *ad hoc* devait malgré tout être appliquée, des résolutions demanderaient aux parties d'imposer des contrôles à l'exportation, d'interdire des déplacements, de geler des avoirs et d'exercer d'autres restrictions à l'encontre des personnes, entités et banques intervenant dans certaines activités iraniennes liées au programme nucléaire ou au programme de missiles. Les gouvernements et l'UE seraient invités à insérer ces restrictions dans leur législation et la plupart des activités nucléaires de l'Iran – y compris celles qu'autorisait le JCPOA – seraient interdites (Rome et Dugit-Gros, 25 octobre 2022).

18. Si le retrait des États-Unis du JCPOA a préoccupé de nombreux Européens, la décision a été bien accueillie en Israël, où les autorités dénonçaient depuis longtemps les lacunes d'un accord qui



n'imposait pas de restrictions au programme de missiles iranien et qui, sur un plan plus général, supposait que l'on pouvait faire confiance à Téhéran. Bien que d'aucuns croient encore possible de sauver le JCPOA dans l'espoir d'influer quelque peu sur le programme nucléaire de l'Iran, l'Europe affiche un mécontentement grandissant devant la violation des engagements, les menaces et les actes hostiles dont ce pays se rend coupable en Ukraine, dans le Golfe et jusque sur le territoire européen. La recrudescence de l'espionnage iranien en Europe et l'aide apportée par les gardiens de la révolution à des groupes terroristes antisémites d'extrême droite en Allemagne constituent un revers de plus. Berlin et l'UE réfléchissent désormais à la possibilité d'inscrire le CGRI dans la liste des organisations terroristes, tant pour cette raison que pour les liens qu'il entretient avec des terroristes opérant en Europe (Iranintl.com, 12 mars 2023). La RII est en perte rapide de crédit aux yeux de l'Europe, qui a de plus en plus de mal à croire qu'elle peut faire montre de bonne foi.

19. Dans un premier temps, les États du Golfe avaient applaudi à la décision de l'administration Trump de se retirer du JCPOA mais, s'interrogeant sur l'évolution de l'engagement américain dans la région, plusieurs d'entre eux ont estimé par la suite qu'il conviendrait de réactiver l'accord (De Young et Sly, 2021). Au départ, les dirigeants des monarchies pétrolières avaient vu dans le JCPOA le fruit d'un nouveau revirement des États-Unis dans l'analyse de leurs intérêts régionaux, en même temps qu'une tentative pour résoudre le dernier grand problème stratégique qui se posait à eux dans ladite région : les ambitions nucléaires de la RII. S'ils y parvenaient, pensait-on dans certaines capitales du Golfe, ils seraient libres de faire pivoter leurs moyens militaires et diplomatiques en direction de l'Asie (Feierstein, 22 août 2022).

### **C. LE SOULÈVEMENT POPULAIRE IRANIE DE 2022**

20. Depuis septembre 2022, l'Iran est le théâtre d'un soulèvement populaire déclenché par la mort tragique d'une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, alors qu'elle était détenue par la police pour infraction au code vestimentaire. Dans le prolongement de ses funérailles, des manifestations massives se sont étendues à plus de 100 villes – dont Téhéran –, défiant ainsi ouvertement le régime (Alinejad, 2022). En dépit d'une répression de plus en plus brutale, le mouvement de protestation s'est poursuivi sous diverses formes ; le mécontentement et la colère de la population à l'encontre des autorités n'ont jamais été aussi visibles qu'aujourd'hui. Les difficultés économiques, l'absence de liberté politique et l'incompétence notoire du gouvernement se sont combinées pour donner naissance à un soulèvement qui a galvanisé la société iranienne (Takeyh, 2022).

21. Effectivement, la réaction à la mort de Mahsa Amini aux mains de la police a marqué un tournant dans la résistance de la société au régime des religieux (Rojhelati, 7 octobre 2022). Les autorités ont déjà confrontées à des mouvements de contestation et de résistance civile, notamment en 2009 et 2019 : cependant, à chaque fois, elles ont pu réprimer la dissidence de manière aussi efficace que brutale. Les manifestations conduites par des femmes qui ont commencé en septembre 2022 semblent lancer au régime un défi différent et persistant. En effet, les Iraniens sont descendus dans la rue sans distinction de sexe, d'ethnie, de confession ou de catégorie socio-économique, mais le moteur de la résistance réside dans l'opposition soudée des femmes aux religieux. Le refus des règles fondées sur la charia, telles que le port obligatoire du hidjab, est depuis longtemps une source de tension dans l'Iran post-révolutionnaire et le mouvement des femmes s'est formé de longue date contre cette règle, dont l'application brutale en est venue à symboliser les discriminations généralisées dont est victime la population féminine (Bajoghli, 2022). Dans tout le pays, les protestataires, inspirés par le courage qu'affichaient les Iraniennes face à la répression, se sont rassemblés pour faire connaître leurs nombreux motifs de mécontentement – à commencer par le manque de perspectives économiques et un profond sentiment de marginalisation politique – et pour en rejeter la responsabilité sur l'ayatollah Ali Khamenei et le régime dont il est le guide suprême. Si les précédents mouvements de contestation se focalisaient sur un point en particulier (l'intégrité électorale, par exemple), le nouveau soulèvement s'en démarque radicalement puisqu'il remet en question la légitimité tout entière du régime.

22. Certains observateurs font de ce soulèvement un composant d'un mouvement plus ample baptisé « Printemps chiite » et qui est également apparu en Iraq et au Liban, où il a pris pour cible le Hezbollah, accusé de mauvaise gouvernance et d'une multitude de faits de corruption. Cependant, le soulèvement iranien présente de toute évidence des caractéristiques spécifiques qui peuvent être rattachées à une succession de protestations ayant eu, ces dernières années, un écho de plus en plus large dans la société. L'Iran exerce une forte influence au-delà de ses frontières, de sorte que ces protestations acquièrent dans le voisinage une résonance que le régime religieux redoute. À tout le moins, le phénomène contredit les autorités iraniennes lorsqu'elles présentent leur gouvernance comme un modèle pour les autres communautés chiites de la région.

23. Le gouvernement dispose toutefois de puissants moyens de répression, comme le CGRI, qu'il a déployés contre les manifestants. Bien que cela ait contraint ces derniers à limiter leur présence dans la rue, cette stratégie n'a pas réglé la situation, loin s'en faut. Le président de la RII, Ebrahim Raïssi, a tenté un changement de tactique en déclarant que le droit de manifester devrait être reconnu, tandis le président de l'Assemblée consultative islamique, Mohammad Bagher Ghalibaf, a évoqué un possible changement de la loi sur le hidjab. Ces propos donnent à penser que le régime, bien conscient de la grogne populaire, tente d'y remédier en usant de moyens moins rudes et cherche à apaiser le sentiment d'aliénation qui prévaut dans la population. Mais il se peut aussi que ces propos aient été tenus par des dirigeants aux abois et poussés dans leurs derniers retranchements.

24. L'inquiétude de l'élite dirigeante iranienne est assurément justifiée : à la différence des mouvements précédents, celui-ci ne se limite pas à la classe moyenne ou à telle ou telle autre province. Il reflète toute la diversité socio-économique, ethnique et géographique de la société et les revendications des manifestants sont d'une portée plus grande que par le passé. Les femmes – qui sont près de 40 millions en Iran – et les jeunes sont en tête des manifestations et leurs slogans dénotent une frustration et une colère toujours plus grandes : « Femme, vie, liberté ! », « Nous ne voulons pas de la République islamique ! », « Je tuerai ceux qui ont tué ma sœur, je les tuerai ! », « Mort à tout dictateur, qu'il soit chah ou ayatollah ! », ou encore « Nous sommes toutes Mahsa, nous sommes toutes ensemble dans ce combat ! » (Rojhelati, 7 octobre 2022). Les jeunes se détournent plus particulièrement du régime, ce qui n'est pas sans importance dans un pays où 85 % des habitants ont moins de 55 ans. L'idéologie du régime, que préside un guide suprême de 83 ans, ne trouve pas d'écho auprès cette couche démographiquement importante de la population dont le scepticisme est encore renforcé par des perspectives financières qui vont en se rétrécissant, conséquence de résultats économiques médiocres et de l'isolement croissant du pays. Soumis de la sorte à d'énormes pressions, le régime est confronté à ce dilemme : entreprendre des réformes ou donner un nouveau tour d'écrou à une société au bord de l'explosion.

### **III- LE GOLFE : UN PAYSAGE GÉOPOLITIQUE EN MUTATION**

25. La menace iranienne constitue depuis longtemps le principal problème stratégique des monarchies du Golfe, au point que leurs inquiétudes face au régime religieux de Téhéran les ont incitées à s'associer à d'autres pays, dont les États-Unis et leurs alliés. Cependant, d'autres pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont leurs propres raisons d'être préoccupés par les ambitions de la RII et sa tendance à s'immiscer dans leurs affaires intérieures. Il s'ensuit l'émergence dans les chancelleries d'activités qui dessinent une carte diplomatique résolument plus complexe de l'ensemble de la région MOAN.

## A. LES ACCORDS D'ABRAHAM ET LES RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS DU GOLFE ET LA SYRIE

26. Dans l'ensemble des échanges diplomatiques ayant pour théâtre le Golfe et le reste du Moyen-Orient, les accords d'Abraham figurent parmi les plus surprenants et les plus prometteurs. Le 20 septembre 2020, Bahreïn et les Émirats arabes unis (EAU) ont signé à la Maison-Blanche des accords sur l'établissement de relations diplomatiques avec Israël. Bien que l'Égypte et la Jordanie aient fait la paix avec l'État hébreu il y a plusieurs décennies de cela, ces accords ont laissé entrevoir un bouleversement de la diplomatie moyen-orientale en dépit de la persistance de tensions sous-jacentes entre les monarchies pétrolières et Jérusalem - le principal sujet de friction étant l'impuissance à mettre un terme au conflit israélo-palestinien. Cela dit, une discrète coopération s'est instaurée entre Israël et plusieurs États du Golfe dans des domaines d'intérêt commun et, en particulier, autour de questions relevant de la menace iranienne. Ces dernières années, elle s'est intensifiée et est devenue plus visible à mesure que les pays concernés révisaient leurs priorités stratégiques. Préoccupés par le désengagement américain et par l'éventuelle création d'un vide sécuritaire, ils ont estimé que le dialogue avec Israël pouvait être l'un des éléments d'une stratégie plus générale de prudence (Mazzucco et Alexander, 2022). Il convient de se rappeler que le CCG ne forme pas un bloc unanime et que la nature des relations bilatérales de ses membres avec Israël varie considérablement (Rahman, 2021).

27. Si ces anciens ennemis ont saisi l'occasion de la menace que représente l'Iran pour nouer des relations diplomatiques, ils n'en partagent pas moins d'autres sujets de préoccupation, comme l'influence des Frères musulmans ou l'évolution de la technologie et des échanges commerciaux. Certes, les accords d'Abraham ont bénéficié de la médiation de l'administration américaine, qui s'en est félicitée, mais ils reflètent aussi l'autonomie stratégique grandissante de la région et la volonté des États du Golfe de mener leur propre diplomatie en toute indépendance - une évolution potentiellement bénéfique pour les États-Unis comme pour l'Europe dans la mesure où un resserrement des relations entre acteurs régionaux autrefois hostiles pourrait contribuer à stabiliser la région. Les Alliés pourraient ainsi concentrer leur attention sur les défis stratégiques observés dans d'autres parties du monde. Il se peut que les méthodes employées par les États du Golfe face à des problèmes de sécurité régionale persistants n'aient pas toujours les faveurs des États-Unis ou de leurs alliés européens ; les liens qu'ils entretiennent avec la Russie et la Chine en sont un exemple.

28. Les accords d'Abraham ont créé un environnement à l'intérieur duquel une coopération accrue entre acteurs régionaux est plus aisément concevable. Israël et les États du Golfe ne partagent certes pas les mêmes intérêts en matière de sécurité, mais tous sont très anxieux d'endiguer les menées aventuristes de l'Iran. Les signes d'une collaboration approfondie pourraient déboucher sur une amélioration de la dissuasion dans la région et aider les signataires à résoudre les autres problèmes sécuritaires de cette dernière. Par exemple, des exercices maritimes faisant intervenir Israël, Bahreïn et les EAU ont déjà été organisés sous les auspices du Commandement central des États-Unis (CENTCOM).

29. Les accords d'Abraham n'engagent que quelques États, mais ils ont indiqué à d'autres pays arabes le chemin de la révision de leurs rapports avec Israël. Ainsi, le Maroc et le Soudan entretiennent désormais des relations diplomatiques avec Jérusalem. Les accords ont, il faut le souligner, ouvert la voie à une coopération économique substantielle et ce n'est pas un hasard si, dans la foulée, une multitude d'accords commerciaux ont été conclus avec Israël. Entre autres, l'État hébreu et les EAU ont signé en 2022 un accord de libre-échange – le premier du genre entre Israël et un pays arabe – dans le cadre d'un Partenariat économique global (*UAE-Israel CEPA*) ; cet accord pourrait déboucher sur une exemption de droits de douane sur 96 % des biens échangés

entre les deux parties. L'accord « Eau contre énergie »<sup>1</sup>, conclu en novembre 2021 entre les EAU, Israël et la Jordanie, est un autre exemple de rapprochement et d'approfondissement de l'intégration. Israël pourrait être un puissant moteur de développement, mais son isolement a longtemps empêché l'instauration dans la région de relations commerciales et d'échanges technologiques générateurs de richesses.

30. Il se peut que les accords d'Abraham aient inspiré à leurs signataires des contributions nouvelles et positives. Ainsi, jugeant que leur intervention dans la guerre au Yémen avait été une erreur, les EAU ont voulu retrouver une stature de chef de file régional soucieux d'ouverture économique et d'habileté diplomatique plutôt que d'interventionnisme militaire. Le prince héritier, Mohammed ben Zayed a redoré l'image de son pays à cet égard en œuvrant avec ses rivaux à l'élaboration de solutions susceptibles d'apaiser durablement les tensions les plus notables. L'ouverture de relations diplomatiques avec Israël et la conclusion des accords d'Abraham s'inscrivaient tout à fait dans cette démarche. Il est intéressant de noter qu'entre 2020 et 2021 les échanges commerciaux émiratis en direction d'Israël sont passés de 180 millions à 1 milliard de dollars (Singh, mars-avril 2022). Manifestement, la région dispose d'une confortable marge de manœuvre pour renforcer une coopération et une intégration économiques qui permettraient de déboucher sur une ère de confiance et de prospérité.

31. D'autres surprises sont apparues au fil des jours sur le plan diplomatique. En mars 2022, le président Bachar el-Assad s'est rendu aux EAU, premier pays arabe à le recevoir depuis le début de la guerre civile qui a éclaté en Syrie il y a 11 ans de cela. Cette visite a été suivie, en janvier 2023, par celle du ministre des affaires étrangères des Émirats, Abdallah ben Zayed, à Damas. Cela fait désormais un certain temps que Bachar el-Assad se morfond dans une quarantaine diplomatique qui lui vaut notamment d'être exclu de la Ligue arabe en raison de la longue - et sanglante - guerre civile menée par son gouvernement, un conflit dans lequel la Russie et l'Iran ont été embrigadés. Cependant, les autorités syriennes commencent à normaliser leurs relations avec leurs voisins du Golfe. Les EAU ont rouvert leur ambassade à Damas en 2018, imités par Oman et Bahreïn, respectivement, en 2020 et 2021. Si les motifs de cette timide reprise des relations diplomatiques sont aussi complexes que divers, les États du Golfe n'en sont pas moins conscients de l'évolution des attentes dans la région et des réalités géopolitiques, telle l'apparente endurance de Bachar el-Assad. Le sentiment que les États-Unis prennent leurs distances d'avec la région peut expliquer pourquoi le processus de normalisation se poursuit en dépit des objections de Washington, qui estime que les relations avec la Syrie doivent rester au point mort tant qu'il n'y aura pas de progrès en direction d'un règlement politique de la guerre civile. Constatant qu'el-Assad n'était pas près de partir et cherchant à contrebalancer l'influence de Téhéran en Syrie, les monarchies pétrolières se sont senties encouragées à renouer avec le président syrien et à proposer un certain allègement des sanctions (Harb, 17 octobre 2021).

## **B. LES RETOMBÉES DE LA GUERRE RUSSE EN UKRAINE**

32. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a eu des retombées considérables et diverses sur les États du Golfe. Tout d'abord, elle a déclenché une crise tarifaire des produits énergétiques et des biens de consommation qui a frappé l'économie mondiale et lancé de redoutables défis aux Alliés et, plus spécialement, aux Alliés européens. Cette situation a influé sur les liens énergétiques avec les membres du CCG et compliqué encore les relations avec la région. Par ailleurs, l'importance relative du Moyen-Orient et, en particulier, du Golfe sur les marchés

---

<sup>1</sup> L'accord « Eau contre énergie » prévoyait la construction par une entreprise émiratie d'une centrale solaire en Jordanie ; cette centrale produirait et fournirait l'électricité requise pour le fonctionnement d'une usine de dessalement d'eau de mer installée en Israël, usine qui, à son tour, alimenterait le Jordanie en eau (Maher, 2022).

pétroliers mondiaux s'est accrue à cause de la guerre, ce qui a conféré aux monarchies pétrolières un poids diplomatique supplémentaire.

33. En 2021, les États-Unis étaient le premier producteur mondial de pétrole avec 16,6 millions de barils par jour, devant l'Arabie saoudite (11 millions), la Russie (10,9 millions), le Canada (5,4 millions), l'Iraq (4,1 millions), la Chine (4 millions), les EAU (3,7 millions) et l'Iran (3,6 millions) (Fleck, 6 décembre). Alors que les pays occidentaux tentaient précipitamment de s'approvisionner en pétrole ailleurs qu'en Russie, la demande en sources d'énergie de substitution est montée en flèche, provoquant une forte hausse des prix. En Chine, les confinements dus au covid ont fait office de facteur de compensation et ont permis de maîtriser les tarifs énergétiques tandis que, parallèlement, la demande nationale diminuait. Mais le retour du pays à des activités normales sur les marchés inquiète quelque peu les Européens qui concentrent leurs efforts sur l'acquisition de produits énergétiques pour l'an prochain.

34. Les marchés gaziers sont beaucoup plus segmentés que ne le sont les marchés pétroliers : en effet, le gaz est principalement acheminé par gazoduc, ce qui limite la capacité d'arbitrage à l'échelle mondiale. Cependant, les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) augmentent – en partie pour des raisons de sécurité –, une tendance qui, à son tour, renforce l'intégration des marchés gaziers mondiaux. Les ventes de GNL continueront à progresser dès lors que la capacité d'acheminement et de réception s'accroît. La guerre en Ukraine contribue à garantir une hausse de la consommation de GNL et a montré pourquoi ce produit offrait de bonnes garanties en des temps incertains. En 2021, les États-Unis étaient le premier producteur mondial de gaz avec 975 milliards de m<sup>3</sup> (mmc), devant la Russie (791 mmc), l'Iran (239 mmc), la Chine (209 mmc), le Canada (191 mmc), le Qatar (169 mmc), la Norvège (119 mmc) et l'Arabie saoudite (101 mmc) (Yearbook.enerdata, sans date).

35. Les pays alliés et plusieurs de leurs partenaires ont réagi à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine en réduisant et, finalement, en arrêtant leur consommation de pétrole et de gaz russes. Des gazoducs venant de Russie, dont le *Nord Stream 1*, ont été fermés et le pétrole russe s'est vu imposer un plafonnement des prix – plafonnement dont le respect est vérifié par un contrôle des assurances de livraison – qui commence à produire ses effets sur les recettes. Mais l'impact initial de cette mesure a resserré les conditions en vigueur sur les marchés pétroliers et gaziers ; cela a entraîné de fortes hausses tarifaires, lesquelles sont venues frapper une économie mondiale qui commençait tout juste à se remettre de la pandémie de Covid-19.

36. À Washington comme à Bruxelles, on escomptait que les États du Golfe répondraient à la guerre en augmentant les livraisons et en amortissant ainsi le choc tarifaire mondial. Or, à une réunion organisée à Vienne en octobre 2022, les membres de l'OPEP élargi ont décidé de faire exactement l'inverse en réduisant la production journalière de 2 millions de barils pour faire monter le prix du pétrole. Cette décision est tombée au moment où l'Ouest se sentait particulièrement vulnérable au chantage énergétique des Russes et où l'économie mondiale était au bord de la récession (Alterman *et al.*, 7 octobre 2022). En manœuvrant en faveur d'une baisse de la production, Moscou poursuivait deux grands objectifs : 1) augmenter ses recettes alors même que la communauté internationale se préparait à lui infliger des sanctions économiques à la suite de l'invasion de l'Ukraine, et 2) porter atteinte aux économies occidentales. La décision d'octobre 2022, présentée à l'échelle de l'OPEP dans son ensemble comme une réaction rationnelle en prévision d'une détérioration de l'économie mondiale, est intervenue peu de temps après la visite à Riyad du président américain en juillet de la même année. Cette visite visait pourtant à relancer les relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite et à encourager les Saoudiens à préserver les livraisons énergétiques en provenance de la région afin d'écarter la grave incertitude pesant sur la stabilité économique du monde entier.

37. À Washington comme à Bruxelles, la décision de l'OPEP élargi est apparue comme, tout à la fois, une trahison et un cadeau à la Russie. « Nous reconsidérons nos relations avec

l'Arabie saoudite à la lumière de ces actes et nous resterons en quête d'indices sur la position de ce pays, s'agissant de combattre l'agression russe», a déclaré par la suite M. Biden (Hokayem, 6 décembre 2022). Les Saoudiens ont vivement réfuté cette interprétation et ont fait observer que l'OPEP cherchait simplement à stabiliser les prix pour parer à de coûteuses fluctuations des tarifs pétroliers, phénomène qui avait instillé une dose de risque supplémentaire sur les marchés. Comme l'a affirmé le ministre de l'énergie des EAU, Suhail al-Mazrouei, la stabilisation des prix encouragerait les investissements dans la production et assurerait l'approvisionnement sur le long terme. Le ministère des Affaires étrangères du Koweït a défendu, lui aussi, cette interprétation économique de la décision (Maha el-Dahan, 18 octobre 2022). Pour leur part, les Saoudiens craignaient qu'un effondrement des prix du pétrole combiné aux mesures de confinement prises en Chine en raison de la pandémie et au risque d'une récession à l'Ouest ne débouche sur une réduction non négligeable de leurs recettes et ne sapent leurs investissements dans la diversification économique.

38. Sur un plan plus général, l'Arabie saoudite et d'autres membres de l'OPEP ont soutenu que la stabilité du marché à plus long terme exigeait des investissements continus pour maintenir la capacité, et que ceux-ci pouvaient seulement être amortis si le prix du brut oscillait entre 80 et 90 dollars le baril. Certains dirigeants des membres de l'OPEP semblaient attendre que Washington souscrive à cette logique, puisque ces prix étaient ceux auxquels le pétrole états-unien extrait par des techniques non conventionnelles pouvait être exploité de manière économique (Ibish, 14 octobre 2022). Cet argument n'a pas plus convaincu Washington que Bruxelles et la déception causée par la décision était véritablement palpable tandis que le prix du baril passait de 60 à 120 dollars entre avril 2021 et avril 2022 (Hokayem, 6 décembre 2022). Sabrer dans la production de l'OPEP nuirait aux économies occidentales et, qui plus est, conforterait l'économie axée sur l'énergie russe, sans compter que cela rendrait inefficaces les sanctions internationales. M. Biden a mis en garde l'Arabie saoudite contre les conséquences de cette attitude pour ses relations avec Washington et plusieurs membres du Congrès ont préconisé la suspension de la coopération bilatérale. Une commission sénatoriale a réagi en déposant un texte qui menaçait les membres de l'OPEP de la levée de leur immunité souveraine et qui autorisait le gouvernement à poursuivre en justice leurs compagnies pétrolières en vertu de la législation antitrusts. Cette proposition de loi n'a pas abouti, mais elle a suscité de l'inquiétude dans le Golfe et a souligné l'ampleur de la déception des États-Unis (Holland, 13 octobre 2022).

### **C. VISION D'UNE RÉGION MULTIPOLAIRE ET LIENS DES ÉTATS DU GOLFE AVEC LA CHINE ET LA RUSSIE**

39. En fait, l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe professent un attachement immuable à la coopération avec Washington et ses alliés en matière de sécurité régionale, surtout lorsqu'il s'agit d'endiguer les menées du régime iranien, mais ils ne sont manifestement pas disposés à laisser les pays non-membres de l'OPEP intervenir dans la tarification des produits énergétiques, pas plus que dans leurs relations avec d'autres puissances. Il n'est donc pas question pour eux de décider de la meilleure attitude à adopter vis-à-vis de la Russie et de la Chine en s'inspirant de celle des Occidentaux. La Russie est un partenaire et producteur d'énergie majeur et ils n'ont certainement pas l'intention de lui reprocher son mépris envers des valeurs démocratiques libérales qu'eux-mêmes ne partagent visiblement pas. La Chine est un consommateur de plus en plus important de l'énergie de la région et un partenaire commercial plus important encore (Singh, 2022). Les monarchies du Golfe sont de plus en plus conscientes du risque encouru à ne parier que sur une seule et même superpuissance ; aussi s'empressent-elles de cultiver leurs relations avec ces pays.

40. L'évolution des marchés pétroliers et gaziers mondiaux est, à l'évidence, un facteur qui compte dans le paysage géopolitique fluctuant de la région. En 2021, les États-Unis n'ont acheté que 5 % – essentiellement du pétrole – des exportations saoudiennes, l'Europe en a acheté 10 % et la moitié a été écoulee en Chine, au Japon, en Inde et en Corée du Sud. Pour Émile Hokayem, « c'est là le

dilemme stratégique fondamental qui se présente à l'Arabie saoudite : sa sécurité est à l'Ouest et sa prospérité, à l'Est » (Hokayem, 6 décembre 2022).

41. La Chine avance prudemment pour ne pas donner l'impression de s'aligner sur telle ou telle autre puissance dans la région, mais sa présence s'étend, ce qui pourrait l'amener à se renseigner plus activement sur d'éventuels partenaires. Pour l'instant, toutefois, ses activités diplomatiques se concentrent avant tout sur la recherche d'intérêts communs avec des acteurs régionaux, dont l'Arabie saoudite et l'Iran.

42. Pékin a récemment fait office de médiateur dans le rétablissement des relations diplomatiques entre Téhéran et Riyad. Voilà qui confirme une nouvelle fois la mutation du paysage diplomatique et le désir des États du Golfe de travailler avec d'autres puissances extérieures au remodelage de la carte stratégique de la région. Ce succès a pour la Chine une importance stratégique et symbolique, car il met en évidence le rôle grandissant qu'elle joue dans cette partie du monde. Pour la RII, l'accord intervenu l'aide à surmonter son isolement diplomatique et à apaiser les tensions avec ses voisins du Golfe (Gallagher *et al.*, 2023). De son côté, l'Arabie saoudite a trouvé un nouveau moyen de traiter avec les dirigeants iraniens tout en approfondissant sa coopération avec Pékin, qu'elle considère comme faisant contrepoids aux États-Unis. Tout cela donne un aperçu de la stratégie générale saoudienne, qui repose essentiellement sur la prudence (Gallagher *et al.*, 2023).

43. Par ailleurs, la Chine est liée à Téhéran par un accord de coopération d'une durée de 25 ans et est un grand consommateur de pétrole iranien en dépit des sanctions internationales. Elle s'est prononcée pour l'admission de l'Iran dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et a participé avec ce pays et la Russie à des exercices maritimes dans le golfe d'Oman (Moonakal, 2022). Le président iranien est allé en Chine en vue d'instaurer une coopération plus étroite avec ce pays, notamment dans le secteur commercial. Bien sûr, les Chinois commencent à acheter davantage de pétrole russe qu'iranien, au vu des ristournes spectaculaires consenties en raison des sanctions, mais ils regardent la longue rivalité qui oppose Téhéran aux États-Unis avec une certaine sympathie. Les soupçons qu'ils partagent avec les Iraniens à l'égard des Américains servent de socle à leurs relations (Tiezzi, 2023).

44. La Chine doit toutefois fixer certaines limites à ses relations avec la RII, car elle doit respecter un équilibre entre sa collaboration avec cette dernière et les rapports de plus en plus étroits qui la lient à l'Arabie saoudite et d'autres monarchies du Golfe. En effet, ces rapports ne se limitent pas aux échanges de produits énergétiques puisqu'ils englobent les intérêts géostratégiques communs et les échanges industriels dans le domaine des télécommunications, des technologies et des infrastructures, qui sont partie intégrante du concept de la Nouvelle Route de la soie (BRI). Les États du Golfe se montrent beaucoup moins circonspects que ne le sont les pays occidentaux vis-à-vis de la technologie chinoise. Huawei est un partenaire de tout premier plan dans la réalisation des réseaux de cinquième génération, ce qui est précisément ce que les Chinois recherchent en cultivant ces relations. Fin 2022, Pékin a conclu avec Riyad un partenariat stratégique global qui définit le cadre d'un resserrement des liens économiques dans tous ces secteurs et d'une harmonisation entre le plan saoudien *Vision 2030* et la BRI (El-Khazen, 2022). La Chine tente également de devenir le partenaire indispensable d'autres projets de modernisation ou d'initiatives technologiques dans la région comme *Vision 2040 d'Oman*, *Vision 2030 du Qatar* ou *Vision 2035 de Koweït*. La diversification économique est au cœur de ces stratégies et les gouvernements de la région considèrent la Chine comme un partenaire clé dans ce contexte.

45. D'autre part, la Chine a progressivement renforcé ses liens militaires avec la région. À Djibouti, elle a construit une base navale à un endroit stratégique proche de l'accès à la mer Rouge et face au Yémen ; elle affirme qu'elle compte ainsi lutter contre la piraterie et protéger les convois d'importance névralgique dans ces eaux stratégiques. Mais, en même temps, la base en question peut accueillir des porte-aéronefs et des sous-marins nucléaires, ce qui en dit long sur les ambitions chinoises dans ces parages (Tanchum, 14 décembre 2021).

46. Pour les États du Golfe, la Chine pourrait également se révéler comme un important fournisseur de matériels et de technologies militaires, ce qui leur permettrait de réduire leur dépendance excessive vis-à-vis de l'Ouest en la matière. Par exemple, l'Arabie saoudite a construit une usine destinée à fabriquer des aéronefs sans pilote (UAV). Un double objectif sera ainsi atteint : resserrer les liens entre les deux pays dans le domaine de la défense et faire progresser le programme plus général de modernisation technologique industrielle figurant dans *Vision 2030*. En novembre 2022, au *Zhuhai Airshow*, les Saoudiens ont acheté des armes à la Chine pour un montant de 4 milliards de dollars, une transaction qui reflète une tendance actuelle : en effet, les ventes d'armes chinoises ont fait un bond de 386 % entre 2016 et 2020 (El-Khazen, 2022). La Chine apparaît donc comme un fournisseur de substitution capital pour la région en raison de ses besoins en énergie, de sa capacité industrielle et aussi, tout simplement, parce qu'elle offre aux États du Golfe la possibilité de réduire leur dépendance géostratégique par rapport aux États-Unis et à l'Europe (Iddon, 2020).

47. Les Chinois eux-mêmes se sont toujours montrés prudents dans leurs rapports avec le Golfe et l'énergie reste leur priorité absolue. En 2020, devançant l'UE, la Chine est devenue le partenaire commercial numéro un de la région, avec des échanges bilatéraux évalués à 161,4 milliards de dollars pour cette année. Elle est désormais le plus gros acheteur de pétrole saoudien et acquiert *grosso modo* un quart des exportations de brut de Riyad. Elle a conclu avec *Qatar Energy* un accord sur le GNL dont la durée – 27 ans – est actuellement la plus longue du monde pour ce type de produit. Bien évidemment, elle a aussi augmenté ses achats d'énergie russe au rabais depuis que Moscou a déclenché une guerre contre l'Ukraine. Elle ne veut cependant pas dépendre excessivement d'un pays en qui elle n'a pas entièrement confiance en dépit du partenariat forgé entre ces deux régimes autoritaires. Les États du Golfe fournissent à cet égard un contrepois énergétique bien utile.

48. Ces 17 dernières années, les autorités chinoises ont investi environ 161,4 milliards de dollars dans le Golfe, région dont il apparaît qu'elle suscite un intérêt stratégique toujours plus vif de leur part. En retour, ladite région a ses propres raisons de resserrer ses liens avec la Chine, comme on a pu le voir au cours du premier sommet sino-arabe, qui s'est tenu en Arabie saoudite au mois de décembre 2022 et d'où il ressort que les participants ont en commun la vision d'un Moyen-Orient multipolaire (Bachulska et Bianco, 2023). Dans cette perspective, l'Arabie saoudite, les EAU et Oman ont signé des accords de partenariat avec Pékin, qui a investi des sommes considérables dans leurs ports respectifs au titre de la BRI. L'an dernier, l'Arabie saoudite a été la plus grande bénéficiaire de ces investissements et a reçu de la Chine 5,5 milliards de dollars sous forme d'investissements étrangers directs (IED). Aux yeux de Pékin, ce pays est le principal protagoniste à l'échelle du Moyen-Orient tout entier et offre une voie d'accès au reste de la région ; les investissements chinois sont donc manifestement de nature stratégique. Les Saoudiens et leurs partenaires régionaux, eux, considèrent que la Chine leur ouvre de nouveaux marchés et leur donne une panoplie d'options diplomatiques dont ils ne pourraient disposer s'ils comptaient exclusivement sur Washington et, de façon plus générale, sur l'Ouest.

49. Les relations entre la Chine et les États du Golfe ne sont pas dénuées de risques. Par exemple, les autorités chinoises et saoudiennes redoutent visiblement que les liens unissant Pékin et Moscou ne compliquent ces relations, plus particulièrement dans le cas où la Chine viendrait à fournir une assistance militaire directe à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine. Jusqu'ici, elle s'est abstenue de lui apporter le genre d'aide, qui risquerait de lui attirer la colère, voire des sanctions des États-Unis et des Européens, mais cette éventualité plane au-dessus de la diplomatie économique qu'elle mène dans d'autres régions, dont le Golfe (Bachulska et Bianco, 2023).

50. L'Arabie saoudite a recensé plusieurs questions présentant un intérêt commun pour Moscou et elle-même. Ces questions ne se limitent pas à l'énergie et concernent le domaine militaire. Il s'agit notamment de l'achat possible de systèmes de défense aérienne de fabrication russe, nonobstant les étroites relations que Riyad entretient avec Washington sur le plan de la sécurité. Le point de



vue saoudien est partagé à des degrés divers par les membres du CCG, ce qui explique pourquoi ils rechignent à critiquer ouvertement la Russie pour son invasion de l'Ukraine et continuent à commercer avec elle alors que les Alliés et leurs partenaires internationaux ont décrété une série de sanctions contre elle et le régime de Poutine.

51. La position de Riyad sur la guerre a quelque peu évolué au fil du temps. Le resserrement continu des liens entre la Russie et l'Iran préoccupe les États du Golfe, qui ne s'attendaient pas de la part de l'Ouest à une manifestation de solidarité aussi déterminée et unitaire à l'égard de l'Ukraine. Par la suite, à l'ONU, l'Arabie saoudite a condamné l'annexion russe de territoires d'Ukraine orientale et fourni une aide humanitaire considérable à la population. Toutefois, elle prépare un changement de cap de plus ample portée dans un effort pour, d'une part, affirmer son autonomie et son influence dans le monde et, d'autre part, se dégager des embrouillaminis d'une politique régionale qui ne sert pas ses intérêts supérieurs, telle son aide de longue date aux autorités du Yémen, du Liban et même de Jordanie. Elle a cessé de soutenir inconditionnellement la communauté musulmane du Cachemire en même temps qu'elle se rapproche de l'Inde et qu'elle tisse des liens diplomatiques et économiques avec la Chine, malgré la répression par Pékin de la communauté ouïghoure dans le Xinjiang. Cela démontre l'existence chez les Saoudiens d'aspirations diplomatiques autrement plus ambitieuses (Hokayem, 6 décembre 2022).

52. Cela dit, les puissances occidentales et, en particulier, les Américains continuent à porter un jugement critique sur la stabilité de la région. Ainsi, seuls Paris et Washington ont fourni des systèmes militaires de défense à l'Arabie saoudite après l'attaque d'installations pétrolières vitales par des Houthis en 2019, ce qui peut donner à penser que la volonté de Riyad d'équilibrer ses rapports avec les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Europe se heurte à certaines limites. L'Ouest – à commencer, précisément, par les États-Unis – demeure le partenaire le plus fiable des Saoudiens pour ce qui touche à leur sécurité, en dépit des préoccupations suscitées par le pivotement américain de plus en plus marqué en direction de l'Asie.

53. Dans les mois qui ont suivi la décision de l'OPEP de réduire sa production énergétique, l'administration américaine a, après avoir surmonté une déception manifeste, recentré son attention sur ses relations avec l'Arabie saoudite et la région en matière de sécurité. Pour Washington, les inquiétudes découlant des menaces que la Russie et l'Iran font peser sur cette partie du monde, de même que la présence croissante de la Chine, ont pour l'essentiel pris le pas sur le différend autour de la baisse de la production pétrolière, même si des sources de tensions sous-jacentes persistent entre Saoudiens et Américains. Après la réunion controversée de l'OPEP en octobre, les États-Unis ont dépêché des avions de chasse en direction de l'Iran sur la foi de rapports du renseignement faisant état d'un risque d'attaque contre l'Arabie saoudite. Le mois suivant, le département d'État a admis qu'en raison de l'immunité que lui conférait son statut de chef de gouvernement *ad interim* Mohammed ben Salmane ne pouvait être assigné en justice par la fiancée du dissident Jamal Khashoggi, journaliste au *Washington Post*, assassiné dans les locaux du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Certains bruits selon lesquels Riyad cherche à mettre un terme à la guerre au Yémen et l'octroi d'une aide humanitaire de 400 millions de dollars à l'Ukraine sont d'autres indices d'une amélioration des relations américano-saoudiennes, encore que le Congrès refuse toujours tout transfert d'armes vers le royaume depuis la décision de l'OPEP de 2022 et que les critiques relatives à l'affaire Khashoggi ne se sont pas éteintes (Ryan, 2022). L'apparente suspension des efforts en vue de réactiver le JCPOA et la futilité qu'il y aurait à engager le dialogue avec un régime iranien occupé à réprimer un sérieux mouvement de contestation ont laissé plus d'espace à une consolidation des relations américano-saoudiennes. Ces dernières années, Riyad a aussi amélioré ses relations avec le Qatar et la Türkiye.

## IV- REGARDS EUROPÉENS SUR LE GOLFE

54. Dans le Golfe, l'UE ne joue pas de rôle militaire stratégique comme le font les États-Unis, mais la stabilité et le développement de la région ainsi qu'un accès ininterrompu à ses exportations énergétiques revêtent pour elle une importance vitale. Elle prend en compte, dans le regard qu'elle porte sur le Golfe, les démarches engagées pour réduire sa dépendance aux combustibles carbonés et pour défendre les droits humains, mais il arrive que ces démarches soient incompatibles avec ses intérêts premiers, à savoir pouvoir continuer à accéder sans interruption, à court comme à moyen terme, aux exportations énergétiques en provenance de la région. Comme les États-Unis, l'UE doit donc instaurer un équilibre entre besoins immédiats, valeurs pérennes et aspirations à plus long terme.

55. Malgré les tensions qui subsistent, une communication conjointe de la Commission européenne en 2022 décrit l'émergence d'un « partenariat stratégique » entre l'Europe et le Golfe autour de thèmes tels que l'énergie durable, la paix et la sécurité, ou encore, les droits humains. Au vu des défis à relever sur tous ces fronts dans la région, les chances de bâtir un authentique partenariat stratégique sur cette base semblent assez éloignées (Van Veen, 4 mai 2022). Vraisemblablement, les perspectives d'échanges et d'investissement conduiront l'Europe à traiter avec le Golfe. L'UE est le deuxième partenaire commercial du CCG après la Chine. En 2020, alors que le volume des échanges entre les deux parties avoisinait 100 milliards d'euros, près d'un cinquième des importations totales du Conseil provenait d'États membres de l'Union (Commission européenne, 2022).

56. Conséquence de la nouvelle agression de l'Ukraine par la Russie, l'importance que revêtent pour l'Europe les relations énergétiques avec le Golfe s'est encore accrue. Les retombées du conflit dans ce domaine – y compris les sanctions de tous ordres décrétés contre Moscou – ont obligé l'Europe à augmenter ses importations de gaz et de pétrole en provenance de cette région. Ainsi, l'Allemagne a récemment conclu un partenariat énergétique d'une durée de 15 ans avec le Qatar, troisième exportateur mondial de gaz naturel (Al Jazeera, 2022). Des préoccupations d'ordre climatique influent aussi sur la coopération européenne. Maintenant que les membres du CCG souhaitent devenir des « pôles régionaux » de production et de distribution d'hydrogène produit selon des méthodes durables, par exemple, il faut s'attendre à une intensification de la coopération avec les pays de la région et à une multiplication de gestes d'ouverture dans leur direction (Sons, 2023).

57. Plusieurs Alliés européens sont militairement présents dans le Golfe (Bianco, 2020). Le quartier général opérationnel de la Royal Air Force (RAF) britannique pour le Moyen-Orient est établi sur la base aérienne d'Al-Udeid, au Qatar. Il peut également utiliser la base aérienne d'Al-Minhad, aux EAU, et celle de Musannah, à Oman. La base de soutien logistique naval de Bahreïn est la principale installation navale du Royaume-Uni dans le Golfe. Une nouvelle base de soutien logistique conjointe permanente a été ouverte à Oman en 2018 et a mis en place une base navale permanente à l'extérieur du Golfe. Elle a été conçue pour assurer le soutien des nouveaux porte-aéronefs lorsque ceux-ci seront déployés dans la région (Brooke-Holland, 2020). En 2009, la France a construit dans le Golfe sa première installation militaire permanente hors du territoire national depuis 50 ans. Située à Abou Dhabi, cette installation accueille des moyens navals, aériens et terrestres. La base aérienne d'Abou Dhabi peut être utilisée par des *Mirage* et des *Rafale*, tandis que la base navale de Port Zayed peut recevoir tous les bâtiments français, à l'exception des porte-aéronefs. À l'inauguration de cette base, Nicolas Sarkozy, alors président de la République française, a déclaré : « L'installation militaire permanente française d'Abou Dhabi atteste la responsabilité que la France, en tant que puissance mondiale, accepte d'assumer avec ses partenaires les plus proches dans une région qui se trouve sur une ligne de faille concernant le monde entier » (Saltmarsh, 2009).

58. L'UE elle-même a approfondi ses relations avec des gouvernements amis dans la région et a fait part de l'intérêt de ses membres pour la stabilité de celle-ci. En mai 2022, elle a annoncé la mise sur pied d'un partenariat stratégique destiné à développer entre elle et le CCG une coopération qui ne se limiterait pas au domaine de l'économie et de la sécurité et qui engloberait les questions sécuritaires d'intérêt commun, dont l'amélioration de la sécurité maritime, la lutte contre le terrorisme et la sécurité cybernétique (Commission européenne, 2022). Certains observateurs en Europe pensent que cette démarche reflète de manière plus générale une aspiration à une autonomie stratégique accrue, mais la puissance américaine reste sans l'ombre d'un doute la cheville ouvrière de la sécurité du Golfe, quelle que soit l'évolution des relations entre les États-Unis et cette région (Parlement européen, 2022).

59. Les points de vue américain et européen sur la région ne concordent pas toujours parfaitement. Ainsi, après le retrait de Washington du JCPOA, les autres signataires – dont l'UE et le Royaume-Uni – ont continué à parler avec l'Iran non seulement de questions nucléaires, mais des droits humains et de la guerre au Yémen. Par ailleurs, au mois de janvier 2020, l'UE a lancé la Mission européenne de surveillance maritime dans le détroit d'Ormuz (EMASOH) en réponse à une série d'attaques qui, l'année précédente, avaient visé des navires marchands croisant dans les eaux du Golfe, après le refus des États membres de l'UE de se joindre à la mission navale menée dans la même région sous la conduite des États-Unis (Pejsova, 2020).

60. Plusieurs facteurs empêchent l'UE d'étendre sa présence dans la région autant qu'il le faudrait pour exercer une influence décisive sur la situation géostratégique. Manifestement, les États-Unis n'ont pas abandonné le Golfe et ne le feront vraisemblablement pas. Ils sont toujours le plus gros fournisseur d'armements du CCG et conservent dans la région des moyens militaires non négligeables, quoique moins importants que par le passé. De son côté, l'UE connaît des dissensions internes sur les orientations de sa politique étrangère et de sa stratégie militaire, d'une part, et sur le bon équilibre à trouver entre la sauvegarde des intérêts européens et la défense de valeurs occidentales comme la démocratie et les droits humains. Le document accompagnant le partenariat stratégique UE-CCG reflète ces tensions en reconnaissant que « des défis subsistent [entre les deux parties] en ce qui concerne les droits humains, la démocratisation et l'état de droit » (Commission européenne, 2022). Enfin, pour influencer de façon déterminante sur les conflits multiples et complexes dont la région est le théâtre depuis si longtemps, il faudrait des ressources politiques, militaires et diplomatiques considérables que bien des pays européens rechigneraient à engager ou seraient bien incapables de mobiliser dans un avenir immédiat.

61. Les relations entre l'UE et le Golfe se focaliseront sans doute sur un approfondissement des liens du double point de vue économique et énergétique, l'objectif étant d'améliorer la coopération dans les secteurs du changement climatique et de la transition énergétique au Moyen-Orient. La 28<sup>e</sup> Conférence des parties sur le climat (COP) de l'ONU se tiendra dans les EAU dans le courant de cette année. Abou Dhabi cherchera probablement à travailler avec les pays européens dans le domaine de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ce phénomène. De surcroît, l'UE intensifiera vraisemblablement son soutien à l'« Initiative saoudienne verte » et à l'« Initiative Moyen-Orient vert » (Commission européenne, 2022). Toutefois, comme indiqué ci-dessus, toute velléité d'une diplomatie plus ambitieuse dans la région se heurtera sans doute à la conjugaison de trois facteurs : les dissensions internes à l'UE au sujet de l'autonomie stratégique européenne, l'absence actuelle de ressources de défense qui soient à la hauteur de ces ambitions et la complexité de la dynamique géopolitique du Golfe.

62. Les relations entre l'UE et l'Iran sont passées du stade des contacts limités à celui d'une confrontation plus directe (Alcaro *et al.*, 2023 ; Adebahr, 2023). La Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne (SGUE) de 2016, où transparaît un sentiment d'optimisme « post-JCPOA », contient un passage évoquant la disposition de l'Europe à « nouer progressivement avec l'Iran un dialogue » sur des questions telles que les échanges commerciaux, l'environnement, l'énergie, la lutte contre les trafics et les migrations (SGUE, 2016). La désescalade,

puis le règlement des conflits en cours dans la région – au Yémen et en Syrie, par exemple – auraient pu avoir lieu si le JCPOA avait effectivement été appliqué. Après le retrait des États-Unis, l'UE s'est efforcée d'obtenir de l'Iran qu'il se conforme à l'accord (Geranmayeh, 2022). Elle a en outre créé la société INSTEX (*Instrument in Support of Trade Exchanges*), un instrument de défense commerciale destiné à faciliter les transactions non libellées en dollars américains ou non SWIFT conclues entre l'Iran et l'Europe sur des marchandises non visées par les sanctions américaines (Mason, 2022).

63. Les relations entre l'Iran et les capitales européennes sont encore compliquées par la pratique du régime de Téhéran consistant à arrêter sous de fausses accusations et à retenir en otages des ressortissants européens ou des citoyens iraniens également porteurs de la nationalité d'un État membre de l'UE ; c'est notamment le cas d'Olivier Vandecasteele, un travailleur humanitaire belge interpellé et emprisonné de manière arbitraire. Les autorités iraniennes continuent à recourir à la détention illégale de civils pour extorquer aux gouvernements occidentaux les concessions les plus diverses, y compris des rançons ou la libération de ressortissants iraniens arrêtés à l'étranger (Rome, 2022). Elles se sont dites prêtes à échanger M. Vandecasteele contre Assodallah Assadi, un fonctionnaire iranien condamné en Belgique pour son rôle dans une tentative d'attentat à la bombe contre un rassemblement d'opposants dans la région parisienne, en 2018 (AFP, 2023). Cette affaire illustre tragiquement les difficultés qu'éprouvent les pays européens à traiter avec un régime prêt à se servir de civils comme de monnaie d'échange pour s'adjuger des atouts politiques et diplomatiques.

64. Cependant, les agissements des autorités iraniennes sur la scène intérieure comme à l'étranger – dont la récente vague de répression sauvage contre des contestataires pacifiques et la constitution d'un réseau toujours plus étendu de groupes armés au Liban, au Yémen, en Syrie, en Iraq et ailleurs encore – nuisent aux perspectives d'ouverture diplomatique et de coopération économique avec Téhéran. Signe que les gouvernements européens ont le sentiment de ne plus pouvoir recourir efficacement à des mesures d'incitation commerciales afin d'encourager l'Iran à se conformer aux dispositions du JCPOA, dix actionnaires d'INSTEX ont récemment décidé de liquider ce mécanisme (France Diplomatie, 2023). Qui plus est, le considérable soutien matériel fourni par la RII à la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine met en évidence la menace que ce régime malveillant fait directement peser sur le continent européen (Conseil de l'Union européenne, 2022 ; Parlement européen, 2023). Les chances de modifier le cours actuel de ces relations sont donc très minces.

## V- LE GOLFE ET L'INITIATIVE DE COOPÉRATION D'ISTANBUL

65. Les rapports entre l'OTAN et le Golfe se font essentiellement par l'intermédiaire de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI). Créée au sommet d'Istanbul de 2004, l'ICI est un forum grâce auquel l'Alliance peut collaborer plus étroitement avec quatre membres du CCG – Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les EAU – autour d'une grande variété de questions touchant à la défense et à la sécurité. Bien qu'ils n'en soient pas membres officiellement, Oman et l'Arabie saoudite participent à certaines de ses activités.

66. L'ICI repose sur six principes fondamentaux : la *non-discrimination* : tous les partenaires se voient offrir les mêmes conditions de coopération avec l'OTAN ; l'*autodifférenciation* : chaque partenaire bénéficie d'une approche adaptée à ses besoins spécifiques ; la *réciprocité* : l'ICI est un partenariat à double courant d'échanges en ce sens que l'OTAN demande aux partenaires de contribuer au succès de l'Initiative *via* un processus de consultations périodiques dans le cadre duquel, à leur tour, ils font connaître à l'Organisation leurs besoins et leurs objectifs ; la *non-imposition* : les partenaires sont libres de choisir le rythme et l'ampleur de leur coopération avec

l'Alliance ; la *complémentarité* : l'ICI complète les activités d'autres institutions internationales à l'œuvre dans la région ; enfin, la *diversité* : l'ICI respecte et prend en considération le contexte régional, culturel et politique des partenaires (OTAN (a), 2022).

67. L'ICI se concentre sur des activités relevant de l'établissement de plans et de budgets de défense, de la lutte contre le terrorisme, de la non-prolifération des armes de destruction massive et de l'état de préparation du secteur civil. Ces activités reflètent essentiellement la liste d'intérêts communs dressée conjointement par les Alliés et les partenaires de l'Initiative. L'inauguration du Centre régional OTAN-ICI au Koweït en 2017 a ouvert une nouvelle voie vers un partage des connaissances et une coopération améliorés.

68. La substance même et la dimension politique de l'ICI se sont développées depuis sa création. De nouveaux instruments et activités de partenariat – telle la participation des partenaires à des opérations placées sous le commandement de l'OTAN – ont été introduits. En 2012, par exemple, l'Organisation a coopéré étroitement avec le Qatar et les EAU dans le contexte de l'opération *Unified Protector*, en Libye. Les Émirats ont également pris part à des missions militaires alliées en Bosnie-Herzégovine et en Afghanistan, autant d'activités dans lesquelles l'OTAN voit un exemple du développement pratique du partenariat. Tous les membres du CCG et de l'OTAN appartiennent à la coalition internationale contre Daech, dirigée par les États-Unis. Leur collaboration au sein de cette coalition prouve que les États du CCG et la communauté euro-atlantique partagent la volonté de s'atteler à l'éradication du terrorisme dans la région comme dans le monde entier.

69. Les États du Golfe se montrent vivement intéressés par les enseignements qu'ils peuvent tirer de la longue expérience acquise par l'OTAN dans le domaine de la gestion d'alliances et de coalitions. Pour les EAU, la coopération avec l'Organisation est un élément clé de leur dispositif de défense régional. En 2012, ils ont été le premier pays de la région MOAN à ouvrir une représentation auprès de l'OTAN et, depuis lors, ils ont marqué leur accord sur de nouveaux programmes de partenariat visant à améliorer la collaboration avec l'Alliance. Par ailleurs, ils poursuivent avec plusieurs Alliés – les États-Unis, le Royaume-Uni et la France – des activités liées à la défense et à la sécurité.

70. Ces dernières années, une dimension multilatérale de l'ICI a fait son apparition lorsque les représentants de l'OTAN et ceux des membres de l'Initiative se sont rencontrés pour discuter de questions d'intérêt commun. À leur sommet de Bruxelles de 2021, les dirigeants alliés ont renouvelé leur attachement à la région : « Nous sommes déterminés à accroître notre engagement de longue date dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Nous renforcerons notre dialogue politique et notre coopération pratique avec nos partenaires du Dialogue méditerranéen (DM) et de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI) » (OTAN (a), 2022). Au sommet de Madrid de 2022, ils ont souligné une nouvelle fois leur détermination à ce propos, une attitude très largement inspirée par la guerre menée par la Russie en Ukraine. Dans ce contexte, ils ont reconnu la nécessité de renforcer leurs partenariats et ont préconisé des discussions avec leurs membres autour de défis de sécurité mondiaux lorsque les intérêts de l'OTAN sont en jeu, ainsi que des contacts politiques plus approfondis encore et la recherche de domaines de coopération concrets pour répondre aux préoccupations de sécurité communes (OTAN (b), 29 juin 2022).

71. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN s'attarde sur ces préoccupations et décrit plus spécifiquement la fragilité et l'instabilité en Afrique et au Moyen-Orient comme autant de facteurs menaçant directement la sécurité des Alliés et de leurs partenaires. Les partenaires et les voisins méridionaux de l'Organisation – en particulier au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au Sahel – sont confrontés à un nœud de problèmes sécuritaires, démographiques, économiques et politiques. L'OTAN observe que ces problèmes sont aggravés par le changement climatique, des institutions fragiles, des urgences sanitaires et l'insécurité alimentaire. Une telle situation fournit un terrain propice à la prolifération de groupes non étatiques armés – parmi lesquels des mouvements terroristes – et permet à des concurrents stratégiques de se livrer à des ingérences placées sous le

signe de la déstabilisation et de la coercition. Dans le document adopté à Madrid, les Alliés se sont engagés à collaborer avec les partenaires à l'éradication des menaces et des défis sécuritaires communs dans les zones d'intérêt stratégique du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et du Sahel (OTAN (c), 2022).

72. Le commandement militaire de l'OTAN sis à Naples joue un rôle important dans la promotion de la coopération avec les partenaires du Golfe. La direction stratégique « Pôle OTAN pour le Sud » se concentre sur des questions présentant un intérêt direct pour ses partenaires du CCG (lutte contre le terrorisme, radicalisation, migration), mais aussi sur les problèmes environnementaux et leurs répercussions stratégiques potentielles. Le Pôle s'efforce en outre de faciliter l'évaluation de la situation régionale et se prononce pour une compréhension commune des menaces, des défis et des possibilités qui la caractérisent. Il gère et partage les données du renseignement, aide les partenaires à exécuter leurs programmes individuels de partenariat et de coopération (IPCP) et élabore des programmes de renforcement des capacités de défense à l'usage de pays partenaires de la région MOAN.

73. En dernière analyse, le rôle de l'OTAN dans le Golfe est limité à la fois par l'attention qu'il doit réserver en priorité aux exigences immédiates de la sécurité et par les divergences entre Alliés au sujet, précisément, de ce que devrait être ce rôle. Sa présence et son influence se trouvent donc restreintes par des considérations de priorités et de faisabilité. Cela donne à penser que, face aux menaces aussi graves que complexes émanant du Golfe, elle n'a guère d'autre choix que de dialoguer avec les gouvernements locaux, suivre l'évolution de la situation de près, prévoir le pire, évaluer ses avantages relatifs au regard de cette partie du monde et faire ce qui est en son pouvoir pour contribuer à la stabilisation de cette région difficile. Il faudra pour cela que ses pays membres engagent à l'échelle de l'Alliance un débat intensif sur l'ensemble de ces défis et conviennent d'une politique adéquate (Tardy, 11 février 2022).

## VI- CONCLUSIONS

74. La guerre en Ukraine et la crise énergétique qui a suivi ont rehaussé l'importance stratégique et économique du Golfe, une région qui connaît des changements rapides susceptibles, à certains égards, de servir les intérêts des pays alliés et, à d'autres, de les décevoir. Le processus de réconciliation du Golfe et les accords d'Abraham figurent parmi les faits les plus positifs et ouvrent la perspective d'une stabilité accrue dans cette zone comme dans l'ensemble du Moyen-Orient. Le cessez-le-feu certes fragile mais prometteur intervenu au Yémen et les navettes diplomatiques entre Riyad et Téhéran qui l'ont précédé mettent en évidence une volonté retrouvée de régler les conflits de la région.

75. Toutefois, certains signes laissent croire que les monarchies du Golfe cherchent à contrebalancer l'influence occidentale et que, dans le cours de ce processus, ils resserrent leurs propres liens avec la Chine et la Russie. De ce point de vue, la décision de l'OPEP de réduire la production pétrolière en plein choc tarifaire lié à la guerre en Ukraine était particulièrement surprenante. Pourtant, les protagonistes régionaux reconnaissent aussi pour leur part que leurs intérêts supérieurs commandent le maintien des relations avec l'Ouest, débouché important pour leurs exportations énergétiques, source de technologies et protagoniste majeur de la sécurité régionale face, essentiellement, à un Iran agressif et de plus en plus instable qui semble une fois encore progresser dans la réalisation de son programme nucléaire.

76. De fait, le gouvernement iranien et ses mandataires dans le Golfe comme dans tout le Moyen-Orient forment l'une des menaces les plus impérieuses et les plus durables pour la sécurité de la région. En l'occurrence, Les pays membres de l'OTAN sont largement concordants sur la

nature de la menace iranienne et la nécessité de veiller à un équilibre régional des puissances qui soit en mesure de dissuader l'Iran de passer à l'acte, ce qui comme le suggèrent l'attaque des installations pétrolières de l'*Aramco* en 2019, comme le soutien militaire apporté par Téhéran à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine, fait planer une menace persistante. La montée de la contestation sur la scène intérieure iranienne ajoute encore à l'incertitude en même temps qu'elle suscite de l'espoir, dans la mesure où elle dénote une vaste aspiration de la société à un nouveau système. Quoi qu'il en soit, la violente répression du mouvement de contestation et de protestation par le régime et l'aide que celui-ci fournit à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine ont contribué à bâtir un consensus transatlantique plus solide quant à la menace iranienne et à la nécessité de l'endiguer. La présence de forces européennes et nord-américaines contribue à rassurer les pays de la région, tout comme les divers partenariats conclus entre l'OTAN et certains de ces pays par l'intermédiaire de l'ICI.

77. Les pays alliés doivent continuer à exercer des pressions sur les autorités de Téhéran et faire clairement passer le message à ces dernières que la répression violente et l'oppression de la population civile ne marchent pas et que le soutien à l'agression russe contre l'Ukraine ou aux terroristes opérant sur le continent européen aura pour elles des conséquences dommageables et durables. Les gouvernements et les populations alliés doivent réfléchir aux moyens d'aider les forces démocratiques en Iran à faire entendre leur voix et à concrétiser leurs aspirations. L'époque est révolue où ménager le régime pouvait apparaître comme une stratégie viable. L'avenir du pays se trouve dans les mains de son peuple, qui doit être le premier interlocuteur des gouvernements occidentaux. La contribution de l'administration américaine aux efforts consentis pour endiguer les ambitions nucléaires iraniennes est cruciale. Il est tout aussi crucial de continuer à agir pour empêcher les Iraniens de jouer un rôle dans la guerre illégale de la Russie en Ukraine et des sanctions étendues doivent absolument être prises pour les dissuader de toute politique étrangère aventuriste, mettre un terme à leur politique de la corde raide dans le domaine nucléaire et offrir à la population de nouvelles occasions de prévaloir malgré la répression de leurs gouvernants.

78. Les autorités de Téhéran continuent à commanditer des organisations terroristes et à mettre leurs propres forces armées et milices au service de leurs néfastes projets. Il n'existe pas la moindre ambiguïté à ce sujet et il est essentiel pour toutes les démocraties – y compris les pays alliés et les États membres de l'UE – d'inscrire le CGRI et ses forces subsidiaires dans leurs listes d'entités terroristes reconnues et de les y maintenir. Les pays où ces forces sont présentes ou mènent des opérations économiques ou informationnelles doivent couper ces liens immédiatement et rendre illégal tout rapport avec elles. Il faut également exercer des pressions plus fortes sur le régime iranien afin d'obtenir la libération des personnes (ressortissants étrangers et Iraniens possédant une double nationalité). Par ailleurs, un nouveau consensus doit être trouvé autour d'une approche commune du programme nucléaire iranien et des ambitions de Téhéran en la matière. Les Alliés européens avaient continué à dialoguer sérieusement avec l'Iran en vue de réactiver le JCPOA, mais ce dialogue est au point mort depuis les récents événements et on peine à distinguer nettement une voie qui conduirait à un accord durable répondant aux attentes de toutes les parties. Si l'Iran venait à se doter d'une arme nucléaire, il mettrait en péril la stabilité régionale et risquerait d'enclencher une dynamique de prolifération à laquelle l'Ouest pourrait opposer une riposte militaire.

79. Depuis sa création, l'ICI de l'OTAN fonctionne bien dans une série de domaines liés à la défense. Au fil des années, elle a pris de l'ampleur sur le plan politique et pratique au bénéfice de toutes les parties, grâce notamment à l'instauration de bons rapports de travail entre les secrétariats de l'Organisation et du CCG. La création de nouveaux programmes de partenariats et l'expansion des programmes existants offrent une structure toute prête pour l'approfondissement de la coopération et, parallèlement, la construction de la stabilité.

80. La guerre russe contre l'Ukraine a clarifié l'intérêt des Alliés au sujet de l'importance actuelle de l'énergie du Golfe sur les marchés mondiaux, d'autant qu'ils s'efforcent de réduire fortement – puis de supprimer complètement – la part du pétrole et du gaz russes dans la combinaison

énergétique européenne. Bien que l'objectif à long terme soit de passer à des modèles énergétiques durables, la transition prendra plusieurs décennies. Préserver un approvisionnement ininterrompu en produits énergétiques en provenance du Golfe restera donc une priorité stratégique pour les gouvernements des pays alliés comme pour ceux des pays de la région et cela doit continuer à servir de socle à la coopération en matière de sécurité, tant au sein de l'ICI que sur le plan bilatéral. Le fait que l'Iran ait lancé une attaque particulièrement grave contre des installations pétrolières saoudiennes en 2019 - et que cette attaque ait eu des répercussions funestes sur les marchés mondiaux - donne à penser que les menaces pesant sur cet approvisionnement sont bel et bien concrètes et qu'il faut y parer. Lutter contre le changement climatique tout en en atténuant les effets offre également des possibilités de coopération avec les États du Golfe. Les Alliés peuvent réfléchir à améliorer cette coopération en apportant un soutien plus ferme à l'« Initiative saoudienne verte » et à l'« Initiative Moyen-Orient vert ». La région a les moyens de financer de grands projets dans ce domaine et la communauté transatlantique dispose de l'influence technologique et scientifique essentielles à une telle transformation. Il existe sur ce front toute la place voulue pour une coopération plus approfondie.

81. Dans le contexte plus large de leurs contacts avec les États du Golfe, les Alliés doivent continuer à défendre les droits humains dans la région. Dans ces États, une bonne partie des habitants ne peuvent jouir de leurs droits élémentaires et, malgré certains progrès, les femmes continuent d'y être victimes de discriminations, sont empêchées d'exercer leurs droits politiques et économiques et sont souvent traitées comme des citoyennes de deuxième classe. Quant aux travailleurs étrangers, issus le plus souvent de communautés désavantagées du monde entier, ils restent exploités malgré leur rôle essentiel en soutien des économies régionales. Les autorités occidentales doivent rester inébranlables dans leur engagement en faveur des processus de réforme et à la question des droits humains dans leurs rapports avec leurs partenaires du Golfe.



## BIBLIOGRAPHIE

- Adebahr, Cornelius, "Europe Needs a New Iran Strategy", Carnegie Europe, 17 January 2023, <https://carnegieeurope.eu/strategieurope/88813>
- Agence France-Presse (AFP), "Iran Says It's Ready For A Prisoner Swap With Belgium", Radio Free Liberty Europe, 6 March 2023, <https://www.rferl.org/a/iran-belgium-prisoner-swap/32304263.html>
- Alcaro, Riccardo et al., "The Unfulfilled Promise of EU Foreign and Security Policy towards Iran", CEPS, 7 February 2023, <https://www.ceps.eu/ceps-publications/the-unfulfilled-promise-of-eu-foreign-and-security-policy-towards-iran/>
- Al Jazeera, "Germany seals gas deal with Qatar to reduce dependence on Russia", 20 March 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/20/germany-seals-gas-deal-with-qatar-to-reduce-dependence-on-russia>
- Alinejad, Masih "The Beginning of the End of the Islamic Republic", Foreign Affairs, 18 October 2022, <https://www.foreignaffairs.com/iran/beginning-end-islamic-republic-iranians-theocracy>
- Aloosy, Massaab, "Saudi-Iranian Negotiations: Managing the Conflict and Gauging Broader Regional Impact", The Arab Gulf States Institute in Washington", 18 May 2022, <https://agsiw.org/saudi-iranian-negotiations-managing-the-conflict-and-gauging-broader-regional-impact/>
- Alterman, Jon; Majkut, Joseph; Cahill, Ben, "What Did Saudi Arabia Just Do?" The Center for Strategic and International Studies, 7 October 2022, <https://www.csis.org/analysis/what-did-saudi-arabia-just-do>
- Bachulska, Alicja and Bianco, Cinzia, "An open relationship: What European governments can learn from China-Gulf cooperation", European Council on Foreign Relations, 21 February 2023, <https://ecfr.eu/article/an-open-relationship-what-european-governments-can-learn-from-china-gulf-cooperation/>
- Bajoghli, Narges, "'Woman, Life, Freedom': Iran's Protests Are A Rebellion For Bodily Autonomy", Vanity Fair, 29 September 2022, <https://www.vanityfair.com/news/2022/09/mahsa-amini-irans-protests-rebellion-bodily-autonomy>
- Bianco, Cinzia, "A Gulf apart: How Europe can gain influence with the Gulf Cooperation Council", ECFR, 25 February 2020, <https://ecfr.eu/publication/a-gulf-apart-how-europe-can-gain-influence-with-gulf-cooperation-council/>
- Brooke-Holland, Louisa, "UK forces in the Middle East region", House of Commons Library, 15 January 2020, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-8794/#:~:text=The%20RAF's%20operational%20headquarters%20in,Gulf%20for%20UK%20naval%20vessels>
- Saab, Bilal Y., "America's Defence of its Partners in the Middle East", Fraught Relations: Saudi Ambitions and American Anger", Survival, 6 December 2022, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00396338.2022.2150425?scroll=top&needAccess=true&role=tab>
- Campbell, Eliza, "Mahsa Amini and the future of internet repression in Iran", Middle East Institute, 24 January 2023, <https://www.mei.edu/publications/mahsa-amini-and-future-internet-repression-iran>
- Cause, Gregory, "Structural impediments to Iranian Gulf Arab Reconciliation", Middle East Institute, 27 September 2022, <https://www.mei.edu/publications/structural-impediments-iranian-gulf-arab-reconciliation>
- CNN, "Iranian official admits that student protesters are being taken to psychiatric institutions", 12 October 2022, <https://edition.cnn.com/2022/10/12/middleeast/iran-schoolgirls-protests-institutions-intl/index.html>

- Commission européenne, “Gulf Region”, [https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/gulf-region\\_en](https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/gulf-region_en)
- Commission européenne, “Joint Communication on a strategic partnership with the Gulf”, 18 mai 2022, <https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/Joint%20Communication%20to%20the%20European%20Parliament%20and%20the%20Council%20-%20A%20Strategic%20Partnership%20with%20the%20Gulf.pdf>
- Conseil de l’Union européenne, “Declaration by the High Representative on behalf of the EU on the latest developments in the Khashoggi case”, 17 November 2018, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2018/11/17/declaration-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-european-union-on-the-latest-developments-in-the-khashoggi-case/>
- Conseil de l’Union européenne, “Iran: Declaration by the High Representative on behalf of the EU”, 25 September 2022, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/09/25/iran-declaration-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu/>
- CRS (service de recherche du Congrès des États-Unis), “Syria and U.S. Policy”, 24 February 2023, <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11930>
- De Young, Karen and Sly, Liz, “Gulf Arab states that opposed the Iran nuclear deal are now courting Tehran”, *Washington Post*, 11 December 11, 2021, [https://www.washingtonpost.com/world/uae-saudi-iran-diplomacy-nuclear-deal/2021/12/11/8c51edae-586c-11ec-8396-5552bef55c3c\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/uae-saudi-iran-diplomacy-nuclear-deal/2021/12/11/8c51edae-586c-11ec-8396-5552bef55c3c_story.html)
- Edelman, Eric and Takeyh, Ray, “Iran’s Protesters Want Regime Change”, *Foreign Affairs*, 2 January 2023, <https://www.foreignaffairs.com/middle-east/iran-protesters-want-regime-change>
- Ehab Yomna and El Dahan, Maha, “Saudi, China agree to strengthen energy cooperation -SPA”, *Reuters*, 21 October 2022, <https://www.reuters.com/business/energy/saudi-energy-minister-top-chinese-official-stress-importance-stable-long-term-2022-10-21/>
- El Dahan, Maha, “UAE says OPEC+ output cut was correct decision, no politics behind it”, *Reuters*, 18 October 2022, <https://www.reuters.com/business/energy/uae-energy-ministeropec-output-cut-was-correct-decision-no-politics-behind-it-2022-10-18/>
- El Khazen, Ibrahim, ‘Saudi Arabia and China sign comprehensive partnership agreement’, *AA*, 8 December 2022, <https://www.aa.com.tr/en/politics/saudi-arabia-and-china-sign-comprehensive-partnership-agreement/2758979>
- EUGS (European Union Global Strategy), “Shared Vision, Common Action: A Stronger Europe”, June 2016, [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eugs\\_review\\_web\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eugs_review_web_0.pdf)
- Fleck, Anna, “The World’s Biggest Oil Producers”, *Statista.com*, 6 December 2022, <https://www.statista.com/chart/16274/oil-productin-countries/>
- Feuerstein, Gerald M., “The Diplomatic Ice is Breaking in the gulf: What does that Mean for the Region”, *The Middle East Institute*, 23 August 2022 <https://www.mei.edu/publications/diplomatic-ice-breaking-gulf-what-does-mean-region>
- France Diplomatie, Iran - Les 10 actionnaires d’INSTEX ont décidé de liquider INSTEX du fait du blocage continu de la part de l’Iran, 9 mars 2023, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/iran/evenements/article/iran-les-10-actionnaires-d-instex-ont-decide-de-liquider-instex-du-fait-du>
- Francken, Theo; Bogaert, Hendrik; Buysrogge, Peter, *NATO: Brain-Dead or Future Proof*, Doorbaak Boeken, 2022
- Gallagher, Adam; Hamasaeed, Sarhang; Nada, Garrett, “What You Need to Know About China’s Saudi-Iran Deal”, *United States Institute of Peace*, 16 March 2023, <https://www.usip.org/publications/2023/03/what-you-need-know-about-chinas-saudi-iran-deal>
- Geranmayeh, Ellie, “Borrell in Tehran: How to overcome three obstacles to the Iran nuclear deal”, *ECFR*, 24 June 2022, <https://ecfr.eu/article/borrell-in-tehran-how-to-overcome-three-obstacles-to-the-iran-nuclear-deal/>
- Gramer Robbie, “Iran and Russia Are Closer Than Ever Before”, *Foreign Policy*, 5 January 2023, <https://foreignpolicy.com/2023/01/05/iran-russia-drones-ukraine-war-military-cooperation>

- Harb, Ali, "As Arab states normalise with Assad, US faces 'dilemma' in Syria", Al Jazeera, 19 October 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/10/19/as-arab-states-normalise-with-assad-us-faces-dilemma-in-syria>
- Harb, Ali, "How US blacklisting of IRGC is stalling Iran nuclear deal revival", Al Jazeera, 13 May 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/5/13/how-us-blacklisting-irgc-is-stalling-iran-nuclear-deal-revival>
- Harkov, Lahav, "NATO Sec-Gen: Iran should not provide Russia with arms", *Jerusalem Post*, 29 November 2022, <https://www.jpost.com/international/article-7236622>
- Harounoff, Jonathan, "The Missing Ingredients That Can Turn Iran's Protests Into a Revolution", *Haaretz*, 4 January 2023, <https://www.haaretz.com/middle-east-news/2023-01-04/ty-article-magazine/.premium/the-missing-ingredients-that-can-turn-irans-protests-into-a-revolution/00000185-6ddd-dde5-aba7-fddf2c670000>
- Hokayem, Emile, "Fraught Relations: Saudi Ambitions and American Anger", *Survival*, 6 December 2022, <https://www.iiss.org/blogs/survival-blog/2022/12/fraught-relations-saudi-ambitions-and-american-anger>
- Holland, Steve, "Biden vows consequences for Saudi Arabia after OPEC+ decision", *Reuters*, 13 October 2022, <https://www.reuters.com/world/us-president-biden-re-evaluating-relationship-with-saudi-after-opec-decision-2022-10-11/>
- Hosenball, Mark, "Congressional Democrats call for cuts in U.S. support for Saudi Arabia", *Reuters*, 20 November 2018, <https://www.reuters.com/article/us-saudi-khashoggi-usa-feinstein-idUSKCN1NP2D8>
- Human Rights Watch, "Iran: Brute Force Used in Crackdown on Dissent", 12 January 2023, <https://www.hrw.org/news/2023/01/12/iran-brute-force-used-crackdown-dissent>
- Ibish, Hussein, "Why the U.S.-Saudi Crisis is So Bad and So Unnecessary", *The Arab Gulf States in Washington Institute*, 14 October 2022, <https://agsiw.org/why-the-u-s-saudi-crisis-is-so-bad-and-so-unnecessary/>
- Ibrahim, Azeem, "West moved to action as pressure grows on Iran's protesters", *Arab News*, 24 January 2023, <https://www.arabnews.com/node/2238246>
- Iddon, Paul, 'China emerges as an arms supplier of choice for many Middle East countries, say analysts', *Middle East Eye*, 22 July 2022, <https://www.middleeasteye.net/news/china-emerges-major-exporter-weapons-middle-east-north-africa>
- Iranintl.com, "IRGC Believed To Be Behind Attacks On Jewish Centers In Germany", 31 December 2022, <https://www.iranintl.com/en/202212319628>
- Kaye, Dalia Dassa, "The Middle East Is Bringing Syria's Assad Back in From the Cold", *World Politics Review*, 17 January 2023, <https://www.worldpoliticsreview.com/syria-civil-war-assad-middle-east-normalization/?share-code=ZXVhJTa8kE3y>
- Kilani, Abdulaziz, "Gulf States' Reaction to the JCPOA Talks", *Gulf International Forum*, 3 January 2022, <https://gulifif.org/gulf-states-reaction-to-the-jcpoa-talks/>
- Kristof, Nicholas, "Iran Uses Rape to Enforce Women's Modesty", *The New York Times*, 17 December 2022, <https://www.nytimes.com/2022/12/17/opinion/iran-women-rape.html>
- Maher, Mohamed, "Two Years On, the Abraham Accords Bear Fruit", *The Washington Institute for Near East Policy*; 26 October 2022, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/two-years-abraham-accords-bear-fruit>
- Malpass, David, "Regional integration in the Middle East and North Africa: A call to action", *World Bank Blogs*, 29 October, 2021, <https://blogs.worldbank.org/voices/regional-integration-middle-east-and-north-africa-call-action>
- Mason, Robert, "The European Union's 'Strategic Partnership With the Gulf': Half-Speed Ahead", *The Arab Gulf States Institute in Washington*, 3 August 2022, <https://agsiw.org/the-european-unions-strategic-partnership-with-the-gulf-half-speed-ahead/>
- Mazzucco, Leonardo and Alexander, Kristian, "The Abraham Accords two years on: from ambition to reality", *Real Instituto El Cano*, 17 August 2022, <https://www.realinstitutoelcano.org/en/analyses/the-abraham-accords-two-years-on-from-ambition-to-reality/>

- Motamedi, Maziar, "Iran condemns EU vote over 'terrorist' designation for IRGC", Aljazeera, 21 January 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2023/1/21/iran-condemns-eus-consideration-of-terror-designation-for-irg>
- Middle East Eye, "Iran makes mixed overtures to Saudi Arabia amid new alignments", 20 October 2022, <https://www.middleeasteye.net/news/iran-makes-mixed-overtures-saudi-arabia-amid-new-alignments>
- Middle East Monitor, "Iran warns Saudi Arabia over "reliance" on Israel, 20 October 2022, <https://www.middleeastmonitor.com/20221020-iran-warns-saudi-arabia-over-reliance-on-israel-guards-commander/>
- Moonakal, Nadeem Ahmed, "The Impact and Implications of China's Growing Influence in the Middle East", The Diplomat, 9 July 2022, <https://thediplomat.com/2022/07/the-impact-and-implications-of-chinas-growing-influence-in-the-middle-east/>
- Moshtaghian, Artemis and Abdelbary, Mohammed, "Executions aren't new in Iran, but this time they're different", CNN, 11 January 2023, <https://edition.cnn.com/2023/01/11/middleeast/iran-executions-weapon-mime-intl/index.html>
- OTAN (a), Initiative de coopération d'Istanbul, 8 juillet 2022, [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics\\_52956.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_52956.htm?selectedLocale=fr)
- OTAN (b), Déclaration du sommet de Madrid, 29 juin 2022, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/official\\_texts\\_196951.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_196951.htm?selectedLocale=fr)
- OTAN (c), Concept stratégique de l'OTAN, adopté le 29 juin 2022, [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics\\_210907.htm](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_210907.htm)
- Parlement européen, "EU strategic autonomy 2013-2023: From concept to capacity", 8 juillet 2022, [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS\\_BRI\(2022\)733589](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2022)733589)
- Parlement européen, "Le parlement appelle à d'avantage de sanctions contre le regime iranien", 19 janvier 2023, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20230113IPR66652/le-parlement-appelle-a-davantage-de-sanctions-contre-le-regime-iranien>
- Parsa, Fariba, "How international women's organizations are supporting Iran's protest movement", Middle East Institute, 8 December 2022, <https://www.mei.edu/publications/how-international-womens-organizations-are-supporting-irans-protest-movement>
- Pejsova, Eva, "What the European maritime initiative in the Strait of Hormuz tells us about Brussel's security ambitions", European Leadership Network, 27 March 2020, <https://www.europeanleadershipnetwork.org/commentary/what-the-european-maritime-initiative-in-the-strait-of-hormuz-tells-us-about-brussels-ambition-and-capacity-as-a-security-actor/>
- Pollack, Kenneth M., "Fight or Flight: America's Choice in the Middle East", Foreign Affairs, March/April 2016, <https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2016-02-16/fight-or-flight>
- Pollack, Nadav, "Deepening Russia-Iran Relationship Should Worry Israel", The Washington Institute, 28 December 2022, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/deepening-russia-iran-relationship-should-worry-israel>
- Rahman, Omar, "The emergence of GCC-Israel relations in a changing Middle East", Brookings Institution, 28 July 2021, <https://www.brookings.edu/research/the-emergence-of-gcc-israel-relations-in-a-changing-middle-east/>
- Rathbone, John Paul; England, Andrew, Foys; Henry, Seddon Max; Schwartz, Felicia, "Russia and Iran hesitate over co-operation as West warns of costs", *Financial Times*, 6 March 2023, <https://www.ft.com/content/b9361eae-5b05-4c17-8c59-7fb11e2579fe>
- Rome, Henry, "The Latest Chapter in Iran's Hostage Diplomacy", The Washington Institute, 6 October 2022, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/latest-chapter-irans-hostage-diplomacy>
- Rome, Henry and Dugit-Gros, Louis, "Snapback Sanctions on Iran: More Bark Than Bite?" The Washington Institute, 25 October 2022, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/snapback-sanctions-iran-more-bark-bite>

- Rojhelati, Ziryan, "The Demonstrations for Mahsa Amini: A Turning Point in Iran", 7 October 2022, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/demonstrations-mahsa-amini-turning-point-iran>
- Ryan, Missy, "Biden vowed to punish Saudis over oil cut. That's no longer the plan", *The Washington Post*, 26 January 2023, <https://www.washingtonpost.com/nation/2023/01/26/biden-saudis-consequences-oil-cut/>
- Rzayev, Ayaz and Mammadov, Mahammad, "From the streets to the border: Iran's growing paranoia toward Azerbaijan", Middle East Institute, 26 January 2023, <https://www.mei.edu/publications/streets-border-irans-growing-paranoia-toward-azerbaijan>
- Safai, Darya, "How Iran has had a Stranglehold on NATO for 40 Years" in Francken, Theo; Bogart, Hendrik; Buysrogge, Peter, *NATO: Brain-Dead or Future Proof*, Doorbaak Boeken, 2022
- Saltmarsh, Matthew, "France Opens First Military Bases in the Gulf", *The New York Times*, 26 May 2009, <https://www.nytimes.com/2009/05/27/world/europe/27france.html>
- Singh, Michael, , "Axis of Abraham: Arab-Israeli Normalization Could Remake the Middle East", Foreign Affairs, March/April 2022, <https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2022-02-22/axis-abraham>
- Singh, Michael, , "The Middle East in a Multipolar Era", Foreign Affairs, 7 December 2022, <https://www.foreignaffairs.com/middle-east/middle-east-multipolar-era>
- Sons, Sebastien, "A new momentum: Recalibrating Germany's foreign policy toward the Gulf monarchies", Middle East Institute, 20 January 2023, <https://www.mei.edu/publications/new-momentum-recalibrating-germanys-foreign-policy-toward-gulf-monarchies>
- Statista, "Closing price of Brent, OPEC basket, and WTI crude oil at the beginning of each week from March 2, 2020 to January 9, 2023," 28 February 2023, <https://www.statista.com/statistics/326017/weekly-crude-oil-prices/>
- Tajdin, Behrang, "How Iran's economic woes created conditions ripe for protests", BBC, 11 October 2022, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-63154987>
- Tanchum, Michael, "China's new military base in Africa: What it means for Europe and America", European Council on Foreign Relations, 14 December 2021, <https://ecfr.eu/article/chinas-new-military-base-in-africa-what-it-means-for-europe-and-america/>
- Tardy, Thierry, "NATO's Sub-strategic Role in the Middle East and North Africa," German Marshall Fund, 11 February 2022, <https://www.gmfus.org/news/natos-sub-strategic-role-middle-east-and-north-africa>
- Tiezzi, Shannon, "Iran's President Visits China, Hoping to Revitalize Ties", *The Diplomat*, 15 February 2023, <https://thediplomat.com/2023/02/irans-president-visits-china-hoping-to-revitalize-ties/>
- Tirone, Jonathan, "Iran's Uranium Enrichment Hits a New High, Testing Diplomacy", *Bloomberg*, 19 February 2023, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-02-19/iran-nuclear-inspectors-detect-uranium-enriched-to-84-purity?leadSource=uverify%20wall>
- Van Veen, Erwin, "What Bridges The Gulf And The European Union?", *Clingendael*, 4 July 2022, <https://www.clingendael.org/publication/what-bridges-gulf-and-european-union>
- Vatanka, Alex "Monday Briefing: As protests spread, the Iranian regime cracks down on Sunni areas", Middle East Institute, 28 November 2022, <https://www.mei.edu/blog/monday-briefing-protests-spread-iranian-regime-cracks-down-sunni-areas>
- Yearbook.enerdata, "Natural gas production", <https://yearbook.enerdata.net/natural-gas/world-natural-gas-production-statistics.html>
- Zengerle, Patricia, "U.S. lawmakers demand accountability for killing of Saudi journalist", *Reuters*, 11 January 2019, <https://www.reuters.com/article/us-saudi-khashoggi-congress-idUSKCN1P5026>